

PLUSIEURS INNOVATIONS PRÉSENTÉES À LA FPA 2025

L'industrie militaire au service de l'économie nationale

La participation des établissements du secteur de l'industrie militaire à la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) a mis en lumière le rôle crucial de cette industrie dans le développement de l'économie nationale. Cette foire, un rendez-vous incontournable pour les acteurs économiques, a permis de réaffirmer la place de l'industrie militaire en tant que pilier de l'économie, soutenue par une dynamique d'innovation et d'excellence. P 3



LE TEXTE SUR LE FONCIER
AGRICOLE BIENTÔT SOUMIS
AU GOUVERNEMENT

Une nouvelle loi pour lever les blocages

Le secteur agricole s'apprête à franchir une étape décisive avec l'annonce imminente d'un nouveau projet de loi organisant le foncier agricole. Présenté par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, ce texte sera prochainement soumis au Gouvernement. Il s'inscrit dans une démarche globale visant à moderniser la gouvernance du foncier, à unifier les procédures administratives et à mettre fin aux entraves qui freinent l'activité des agriculteurs et des investisseurs.

P 2

MARCHÉ FINANCIER

Près de 200 milliards de DA mobilisés pour soutenir la croissance

La Bourse d'Alger confirme progressivement son rôle de levier stratégique dans le financement de l'économie nationale. Au cours des dix-huit derniers mois, près de 200 milliards de dinars ont été mobilisés à travers le marché financier, traduisant une montée en puissance tangible de cet instrument longtemps marginalisé dans le paysage économique algérien.

P 3

CONTRIBUTION

L'an 2025, le début de la fin des illusions

L'année 2025 s'achève, marquant la fin du premier quart de ce siècle. Elle aura été riche en événements dans tous les domaines, économique, financier, politique, social, médiatique, scientifique et technologique. Au terme de ce premier quart du 21ème siècle, on aura observé une sorte d'accélération de l'histoire de l'humanité, en particulier avec le développement spectaculaire de l'Intelligence Artificielle (terme impropre pour désigner une autre forme de production du savoir, une simple transposition de la langue anglaise) et de la robotique. (2e partie et fin)

Par Naceur Bourenane, ancien Haut fonctionnaire de la
Banque Africaine de Développement (BAfD)

P 5

BDL
**Développer la numérisation
des services et étendre
le réseau en 2026** P 2

ASSURANCE SOCIALE
**Lancement du service
de prélèvement automatique
des cotisations** P 4

MEILLEURE DESTINATION TOURISTIQUE
ÉMERGENTE EN AFRIQUE
**Oran reçoit
le «Golden award»** P 3

CRÉDIT POPULAIRE
D'ALGÉRIE

**Lance en janvier
prochain d'une
plateforme dédiée
aux opérations
boursières**

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA), a annoncé jeudi dans un communiqué, le lancement en janvier prochain de sa plateforme numérique destinée à la pas-sation des ordres d'achat et de vente à la Bourse d'Alger, par voie électronique. Baptisée "CPA-Mous-sahim", cette nouvelle solution per-met aux clients adhérents de "gérer de manière efficace et sécurisée leurs ordres d'achat ou de vente des titres, à distance, ainsi que la consultation de leurs avoirs titres", selon le communiqué. Cette plateforme s'inscrit dans "les efforts fournis par la banque dans le cadre de la digitalisation des ser-vices et des processus" et vise à "élargir l'accès au marché finan-ciers à tous types d'investisseurs en offrant une expérience digitale, al-liant performance, simplicité et sé-curité". Grâce à ses fonctionnalités numé-riques, "CPA-Moussahim" permet aux utilisateurs de "gérer une diver-sité d'instruments financiers, notam-ment les actions et les obligations offrant ainsi une flexibilité dans la gestion de leurs portefeuilles", ajoute la même source.

TAMANRASSET

**Plus de 70
exposants à la
23ème édition du
Salon national de
l'artisanat saharien**

La 23ème édition du Salon na-tional de l'artisanat saharien a été lancée jeudi soir à Taman-rasset avec la participation de plus de 70 exposants représentant 25 wilayas. Inaugurée par les autorités locales, cette manifestation qui se tient à la maison de l'artisanat, regroupe une large diversité de métiers artisa-naux, notamment la bijouterie, la poterie, le tissage, la maroquinerie, l'habit traditionnel, la tapisserie, les objets décoratifs et œuvres artis-tiques. Des rencontres sur la marque et la qualité dans le secteur de l'artisanat ainsi que sur les procédures doua-nières et bancaires au profit des ar-tisans qui prennent part à des sa-lons internationaux sont au pro-gramme des activités de cette nou-velle édition du salon qui se pour-suivra jusqu'au 31 décembre cou-rant, a fait savoir le directeur de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), Mohamed Mans-souri.

LE TEXTE SUR LE FONCIER AGRICOLE BIENTÔT SOUMIS AU GOUVERNEMENT

Une nouvelle loi pour lever les blocages

Le secteur agricole s'apprête à franchir une étape décisive avec l'annonce imminente d'un nouveau projet de loi organisant le foncier agricole. Présenté par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, ce texte sera prochainement soumis au Gouvernement. Il s'inscrit dans une démarche globale visant à moderniser la gouvernance du foncier, à unifier les procédures administratives et à mettre fin aux entraves qui freinent l'activité des agriculteurs et des investisseurs.

Par Réda Hadi

L'annonce a été faite jeudi à Alger par le ministre de l'Agriculture, lors d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la nation, présidée par M. Azouz Nasri, en présence de plusieurs membres du Gouvernement. Le ministre a précisé que ce projet de loi est le fruit des travaux d'une commission nationale spécialement mise en place pour « résoudre l'ensemble des problèmes liés au foncier agricole ». L'objectif affiché est clair : instaurer un cadre juri-dique cohérent, lisible et équitable, capable de répondre aux attentes du terrain. Depuis plusieurs années, la question du fon-cier agricole demeure l'un des principaux obstacles au développement du secteur. Multiplicité des textes, lourdeurs adminis-tratives, interprétations divergentes des rè-gles, lenteurs dans le traitement des dossiers ou encore pratiques bureaucratiques contraignantes ont souvent découragé les agriculteurs et ralenti les projets d'investis-sement. Dans certains cas, ces difficultés ont même conduit à l'abandon de terres exploi-tables ou à une sous-exploitation des res-sources disponibles. Le nouveau projet de loi entend rompre avec cette situation en unifiant les procédures et en clarifiant les rôles des différentes admi-nistrations intervenant dans la gestion du foncier agricole. Il vise également à sécuri-

ser les droits des exploitants, à renforcer la transparence et à créer un environnement propice à l'investissement productif, notam-ment dans les filières stratégiques. Dans ce sens, M. Oualid a insisté sur la né-cessité de rétablir la confiance entre l'admi-nistration et les agriculteurs. « Le rôle de l'administration est d'accueillir les agricul-teurs et de faciliter leurs démarches, et non l'inverse », a-t-il martelé, soulignant que toute dérive ou pratique contraire à cet es-prit sera traitée avec fermeté. Interpellé par un sénateur sur certaines pra-tiques signalées au niveau de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Ouled Djellal, le ministre a annoncé l'en-voi d'une commission d'enquête. Celle-ci sera chargée de vérifier les faits et de pren-dre les mesures nécessaires si les manque-ments sont avérés. Cette démarche s'inscrit dans une volonté affichée de moralisation de la gestion administrative et de respect strict des règles au service des agriculteurs. Au-delà du foncier, le ministre a rappelé les mesures d'accompagnement mises en place pour soutenir les différentes filières agri-coles, notamment les facilités accordées pour l'acquisition de semences, un levier es-sentiel pour améliorer la productivité et la sécurité alimentaire. La réforme engagée touche également le secteur de l'élevage. M. Oualid a révélé que ses services travaillent à l'élaboration d'un

projet de texte législatif visant à organiser cette filière de manière plus rigoureuse. Parmi les principales innovations prévues figurent le lancement d'une opération natio-nale d'identification numérique du cheptel et la criminalisation de l'abattage des agnelles, dans le but de préserver le poten-tiel reproductif et de garantir la durabilité du cheptel national. Le ministre a, par ailleurs, souligné l'import-ance accordée aux programmes de couver-ture vétérinaire. À ce titre, plus de 14,9 mil-lions de têtes de bétail, dont près de 12,9 millions d'ovins, ont été vaccinées cette an-née contre la peste des petits ruminants à l'échelle nationale, grâce à la fourniture gra-tuite de vaccins. L'approvisionnement en orge fourragère constitue un autre axe majeur de l'action gouvernementale. En 2024, plus de 1,6 mil-lion de quintaux ont été attribués à plus de 97.000 éleveurs. Et depuis le début de l'an-née jusqu'au 23 décembre, près de 2 millions de quintaux ont déjà été distribués à plus de 110.000 éleveurs à travers le pays. À travers cette nouvelle loi sur le foncier agricole et les réformes sectorielles en cours, les pou-voirs publics affichent leur volonté de lever les blocages structurels, de renforcer la pro-duction nationale et de bâtir une agriculture moderne, performante et durable, capable de répondre aux enjeux économiques et ali-mentaires du pays.

BDL

Développer la numérisation des services et étendre le réseau en 2026

Par R.E.

La Banque de développement local (BDL) compte renforcer, en 2026, ses services numériques et étendre son ré-seau commercial à travers le pays, afin d'améliorer la couverture bancaire, notam-ment dans les nouvelles wilayas, a indiqué jeudi à Alger un responsable de cette banque publique. S'exprimant lors d'une conférence de presse, en marge de la 14e édition du Salon des banques, assurances et produits financiers "Expo Finances 2025", Abdelhakim Hafed, cadre à la BDL, a précisé que l'année pro-chaine sera "exceptionnelle" pour l'institu-tion bancaire, au vu des résultats réalisés et des financements alloués à l'activité écono-mique dans ses différents secteurs. Il a ajouté que l'accent sera mis, en 2026, sur le développement de la numérisation et l'amélioration de la qualité des services des-tinés aux particuliers et aux entreprises, en

sus de l'extension du réseau, particulière-ment dans les nouvelles wilayas du Grand Sud et des Hauts Plateaux. L'objectif est de mieux accompagner les particuliers et les opérateurs économiques en facilitant l'accès aux services bancaires modernes, tout en soutenant l'investissement local, notamment les projets productifs et les start-up, contri-buant ainsi à stimuler la dynamique de l'acti-vité économique, a-t-il expliqué. Concernant l'année 2025, M. Hafed a rappelé qu'elle a été marquée par le lancement de l'application WIMPAY BDL pour les opérations de paie-ment instantané, le règlement des factures et le transfert d'argent via mobile par code QR, accessible à tout moment. Le responsable a également évoqué le lance-ment récent par la banque du service de paiement électronique depuis l'étranger vers l'Algérie via les cartes internationales "Mas-tercard", une première au niveau national. Ce service permet aux entreprises algé-riennes de commercialiser leurs produits et

services à l'international via une plateforme électronique sécurisée et conforme aux normes internationales. Evoquant la participation de la banque au salon organisé au Palais des expositions des Pins maritimes, en parallèle avec la 33e Foire de la production algérienne (FPA), il a indi-qué que celle-ci vise à faire connaître les nouveaux produits et services bancaires, à mettre en avant les efforts de numérisation et de modernisation de l'activité bancaire, et à sensibiliser à l'importance du financement via la Bourse. Pour rappel, la BDL a été in-troduite à la Bourse d'Alger, début 2025, après une opération de souscription réussie, au cours de laquelle toutes les actions propo-sées ont été vendues, pour une valeur de 61,88 milliards DA. L'ouverture du capital de la BDL par le biais de la Bourse est la deuxième opération du genre pour une banque publique, après celle qu'a connue le Crédit populaire d'Algérie (CPA) en 2024.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS INNOVATIONS PRÉSENTÉES À LA FPA 2025

L'industrie militaire au service de l'économie nationale

La participation des établissements du secteur de l'industrie militaire à la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) a mis en lumière le rôle crucial de cette industrie dans le développement de l'économie nationale.

Cette foire, un rendez-vous incontournable pour les acteurs économiques, a permis de réaffirmer la place de l'industrie militaire en tant que pilier de l'économie, soutenue par une dynamique d'innovation et d'excellence.

Par Sirine R.

Lors de l'inauguration de l'événement, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que l'industrie militaire est un véritable «levier» pour la production algérienne, un secteur en constante progression qui bénéficie de l'intégration nationale et de l'innovation. Le pavillon de l'industrie militaire à la foire a illustré cet engagement, mettant en avant des produits de haute technologie et des projets qui contribuent à l'autosuffisance et à l'indépendance industrielle du pays. Les établissements présents ont dévoilé plusieurs modèles qui témoignent de l'évolution du secteur. Parmi eux, l'Établissement de Développement et de Production des Systèmes de Technologies Avancées (EDPSTA) de Bousaada a exposé des drones de dernière génération. Le drone quadrirotor Aurès 700, conçu pour des missions de surveillance et de reconnaissance aérienne, est l'un des produits phare. Prêt à l'exportation, ce modèle représente l'engagement de l'Algérie dans le développement de technologies avancées. Un autre modèle, un drone hexarotor pouvant transporter des charges de sept kilogrammes, a également été mis en avant, montrant l'extension des capacités de l'industrie militaire au-delà du seul domaine de la défense, notamment pour des applications civiles en agriculture et santé. L'EDPSTA, en mettant en avant ses produits

à caractère technologique, souligne la contribution de l'industrie militaire dans le développement des infrastructures locales et la création de valeur ajoutée. De plus, l'établissement se positionne comme un acteur clé dans le processus de relance économique, en misant sur la sous-traitance et l'exportation.

Des compétences nationales au service de l'économie

D'autres établissements du secteur, comme l'Entreprise de Rénovation de Matériels Spécifiques (Chahid Farib Abdelhamid) et l'Établissement de Construction Aéronautique (ECA), ont également présenté leurs produits et services, renforçant ainsi la synergie entre la défense nationale et l'industrie civile. Le lieutenant-colonel représentant de l'ECA a rappelé l'importance de l'établissement dans la révision des moteurs d'hélicoptères et la fourniture de services aéronautiques pour divers organismes publics et clubs aéronautiques. Il a également souligné que cette participation à la Foire est une occasion de se rapprocher des acteurs industriels nationaux, ouvrant ainsi des perspectives de coopération et de sous-traitance. L'Entreprise des Constructions Mécaniques de Khenchela (ECMK), spécialisée dans la fabrication d'armes légères, a aussi présenté ses dernières innovations. Le fusil semi-automatique de calibre 12, développé pour les forces paramilitaires, représente un bond en

avant en matière de technologie et de qualité. Cette initiative s'inscrit dans une logique d'exportation, notamment vers les pays africains, contribuant à la diversification des exportations du pays.

Une industrie en mutation

La participation des établissements du secteur militaire à la FPA reflète la transformation progressive de ce secteur en pôle productif et technologique. Ce secteur ne se limite plus à répondre aux besoins de défense mais joue désormais un rôle stratégique dans l'économie nationale, par le biais de la création d'emplois, du transfert de technologies et de la promotion de la sous-traitance. La foire a permis de mettre en lumière les progrès réalisés, mais aussi les ambitions futures de l'industrie militaire algérienne. Elle se positionne désormais comme un acteur clé dans la construction de l'économie nationale, alliant souveraineté nationale et objectifs de développement économique. Ce secteur incarne la vision d'une économie fondée sur la connaissance, l'innovation et la production avancée. En somme, l'industrie militaire algérienne a prouvé lors de la 33e édition de la FPA qu'elle est non seulement un acteur essentiel de la défense nationale, mais aussi un moteur de l'économie, contribuant à la diversification industrielle et à la création d'une véritable base industrielle nationale durable.

MEILLEURE DESTINATION TOURISTIQUE ÉMERGENTE EN AFRIQUE

Oran reçoit le “Golden award”

La wilaya d'Oran a reçu, dans la soirée de jeudi, le "Golden award" décerné par l'Union afro-asiatique du tourisme, du commerce électronique et de l'économie, attribué, à la fin du mois d'octobre dernier, à la capitale de l'Ouest algérien en tant que meilleure destination touristique émergente en Afrique pour l'année 2025.

Le prix a été remis, au nom du wali de la wilaya, Ibrahim Ouchène, au secrétaire général de la wilaya, Fodil Laïdani, des mains du président de l'Union afro-asiatique du tourisme, du commerce électronique et de l'économie, Hossam Darwish, et du secrétaire général de l'Union, Achraf Mahmoud Abou Aïch. La cérémonie de distinction s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Moussa Benthamer, du président de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme, Abdelouahab Boulefkhadh, ainsi que de plusieurs acteurs du secteur touristique. A cette occasion, M. Benthamer, a affirmé dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie, que cette distinction obtenue par Oran comme meilleure destination touristique africaine émergente pour l'année 2025 est le fruit des multiples programmes de développement réalisés par l'Etat au niveau de la wilaya, en plus de son patrimoine historique et culturel. Il a ajouté que ce choix n'était pas le fruit du hasard, mais qu'il reposait sur la diversité des formes de tourisme et des investissements dont regorge "Oran El-Bahia", sur la dynamique de développement continue tout au long de l'année, ainsi que sur la disponibilité d'importantes infrastructures, telles que les réseaux routiers, les aéroports, les ports et les structures touristiques, faisant d'Oran une destination touristique par excellence.

MARCHÉ FINANCIER

Près de 200 milliards de DA mobilisés pour soutenir la croissance

Par Adem A.

La Bourse d'Alger confirme progressivement son rôle de levier stratégique dans le financement de l'économie nationale. Au cours des dix-huit derniers mois, près de 200 milliards de dinars ont été mobilisés à travers le marché financier, traduisant une montée en puissance tangible de cet instrument longtemps marginalisé dans le paysage économique algérien. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans les nouvelles orientations économiques du pays, comme l'a souligné Youcef Bouzenada, président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB). Les ressources mobilisées ont notamment permis d'accompagner la modernisation de deux grandes banques publiques, la Banque de Développement Local (BDL) et le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), illustrant la capacité du marché financier à soutenir à la fois l'investissement productif et la consolidation du système bancaire national. « La Bourse d'Alger a démontré, ces derniers mois, qu'elle est en mesure de mobiliser l'épargne et de la diriger vers des projets structurants pour l'économie », a-t-il souligné à la télévision algérienne. Parallèlement, le marché obligataire a enregistré des avancées notables. Plus de 25 milliards de dinars ont été levés à travers des

emprunts obligataires, permettant le financement de trois entreprises, dont l'une opère dans le secteur stratégique de la sidérurgie, du fer et de l'acier. Pour le président de la COSOB, cette évolution marque un véritable tournant. « Le recours aux obligations à travers la Bourse offre aux entreprises une alternative crédible au financement bancaire classique, avec des montants plus importants et des conditions mieux adaptées à leurs plans d'expansion », a-t-il expliqué. Cette dynamique prend tout son sens dans un contexte macroéconomique exigeant. Avec un produit intérieur brut estimé à environ 240 milliards de dollars, l'Algérie s'est fixé des ambitions économiques élevées à moyen et long terme, nécessitant des capacités de financement à la hauteur des défis à relever. « Pour accroître le PIB et soutenir durablement la croissance, il est indispensable de diversifier les sources de financement et de renforcer le rôle du marché financier », a insisté Bouzenada. Dans cette perspective, la Bourse d'Alger est appelée à jouer un rôle central, non seulement comme canal de financement, mais aussi comme miroir de l'économie nationale. L'augmentation du nombre d'entreprises cotées et la progression de la capitalisation boursière contribuent à refléter plus fidèlement la réalité économique du pays. « La Bourse est une vitrine de la transparence économique.

Elle repose sur des règles strictes de publication et d'information financière, ce qui renforce la crédibilité et la lisibilité de notre économie », a ajouté le président de la COSOB. Cette évolution se traduit également par un élargissement significatif de la base des investisseurs et une ouverture accrue du marché au grand public. Alors qu'avant l'introduction de deux banques publiques, le nombre d'investisseurs ne dépassait pas les 20 000, il avoisine aujourd'hui les 90 000. Une progression que l'intervenant attribue aux réformes engagées et à la montée en puissance du trading numérique, estimant qu'elle reflète « le regain de confiance dans le marché financier et ouvre la voie à une démocratisation progressive de l'investissement, facilitée par la digitalisation des opérations boursières ».

La Bourse d'Alger plus accessible, plus inclusif et plus attractif

Dans le même temps, la Bourse d'Alger renforce son rôle dans le financement des start-up et des PME grâce à la création de segments dédiés et à l'allègement des conditions d'introduction, avec un capital social minimum fixé à 10 millions de dinars. Les réformes réglementaires menées entre 2023 et 2024 ont ainsi permis l'introduction d'une première start-up, qui a réussi à

lever 96 millions de dinars en quinze jours, illustrant le potentiel du marché financier pour soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat. À moyen terme, la mise en place d'un guichet unique du marché financier et l'introduction prévue de deux PME au premier semestre 2026 confirment l'ambition de faire de la Bourse un acteur central du développement économique national. Cette dynamique est renforcée par une transformation numérique majeure engagée depuis 2024. Le lancement d'un portail électronique du marché financier et la dématérialisation des procédures d'agrément et de licences ont marqué une étape décisive, accompagnée de la digitalisation complète du processus de trading, mettant fin à un système manuel en vigueur depuis la création de la Bourse d'Alger en 1997. « Il s'agit d'un tournant décisif dans la modernisation du marché financier, en simplifiant les procédures et en améliorant la transparence des opérations », a souligné Bouzenada. Cette modernisation s'est concrétisée par la mise en service de sept plateformes numériques de trading, opérées par des banques publiques et privées, permettant l'achat et la vente de titres en ligne, le suivi en temps réel des ordres et la consultation des portefeuilles via les applications bancaires et les supports numériques.

APRÈS L'OR

L'argent dépasse un nouveau record historique à 75 dollars l'once

Perçus comme des valeurs refuges, les métaux précieux profitent de l'instabilité géopolitique. L'argent a dépassé ce vendredi 26 décembre le seuil symbolique des 75 dollars l'once pour la toute première fois, alors que les métaux précieux et industriels atteignent des sommets inédits en cctte fin d'année, portés notamment par l'incertitude économique et géopolitique. L'argent a atteint vendredi un sommet à 75,1515 dollars l'once (31,1 g). L'or a également touché un plus haut à 4531,04 dollars l'once.

Depuis janvier, l'or a bondi de près de 70% et l'argent de plus de 150%, des performances annuelles inédites depuis 1979. Ces métaux sont considérés comme des valeurs refuges, c'est-à-dire des actifs sûrs à long terme, achetés notamment par les banques centrales ou les particuliers pour assurer leurs arrières en période d'incertitude. L'or et l'argent surfent ainsi sur le risque géopolitique entre les Etats-Unis et le Venezuela, Washington ayant déployé ces dernières semaines un important dispositif militaire dans les Caraïbes et mis en place un blocus naval contre Caracas qu'ils accusent de financer «le narco-terrorisme». Le dollar et les obligations d'État américaines, habituellement valeurs refuges concurrentes des métaux précieux, ont par ailleurs perdu de leur attractivité cette année. L'incertitude liée à la présidence de Donald Trump a largement contribué à cet affaiblissement, encore renforcé dernièrement par la perspective de nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui rendraient le billet vert moins intéressant. Les investisseurs s'inquiètent aussi de la dette publique des grands pays et d'une bulle dans le secteur de l'intelligence artificielle.

ASSURANCE SOCIALE

Lancement du service de prélèvement automatique des cotisations

Le service de prélèvement automatique des cotisations de l'assurance sociale a été lancé, jeudi à Alger, en coordination avec la Banque de développement local (BDL), en vue de garantir la régularité du paiement des cotisations dans leurs délais légaux et de renforcer le service public. Supervisant la cérémonie de lancement de ce service, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi a fait savoir que le prélèvement automatique concernait les cotisations de l'assurance sociale relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-in-

tempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CA-COBATPH). Ce nouveau service s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique de l'Etat visant à «consacrer la numérisation intégrale, à moderniser les modes de gestion et de paiement, à ancrer les principes d'efficacité et de transparence et à simplifier les procédures». Il a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait fait de la numérisation intégrale de l'administration publique un processus obligatoire pour la réforme de l'Etat, la lutte contre la bureaucratie, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la transparence. L'adoption du

service de prélèvement automatique vise à «mettre à disposition une solution numérique sécurisée et fiable, à même de garantir la régularité du règlement des cotisations dans les délais légaux et d'épargner aux employeurs les pénalités de retard », mais aussi à «alléger les charges administratives, à améliorer la qualité du service public et à conforter la confiance entre l'administration et les opérateurs économiques, à l'ère des technologies modernes». Ce service, a-t-il souligné, constitue «le couronnement d'un processus de partenariat institutionnel entre les organismes de sécurité sociale et le secteur bancaire, étant un partenaire clé dans la concrétisation de ce projet national».

INVESTISSEMENT

L'AAPl tient sa réunion annuelle d'évaluation

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPl) a tenu, jeudi à Alger, sa réunion annuelle d'évaluation, présidée par son directeur général, Omar Rekkache, en présence des cadres centraux et des directeurs des guichets uniques décentralisés, indique un communiqué de l'AAPl. Cette réunion a été consacrée à l'évaluation globale des performances de l'Agence ainsi qu'à la présentation du bilan annuel de ses activités, précise le communiqué, soulignant que la rencontre a permis de passer en revue les résultats réalisés durant l'année en cours et de "faire le point sur la mise en œuvre des missions assignées aux guichets décentralisés, ainsi que d'évaluer la cohérence de l'action de terrain avec les objectifs stra-

tégiques fixés, tant au niveau local qu'international". Dans ce contexte, les participants ont souligné la nécessité d'améliorer la qualité du service public offert aux investisseurs et de renforcer la coordination avec les différents organismes concernés, notamment les directions du Domaine de l'Etat, afin de consolider le portefeuille foncier de l'Agence et de fournir des assiettes foncières aménagées et commercialisables à des fins d'investissement. Ils ont également mis l'accent sur l'importance de passer de la phase d'enregistrement des projets à celle de leur concrétisation effective sur le terrain, "à travers un suivi continu des étapes de réalisation, l'élaboration de rapports périodiques précis

et le respect des engagements contractuels, notamment pour ce qui est des cahiers des charges et des délais de réalisation, tout en assurant une prise en charge optimale des préoccupations des investisseurs et en œuvrant à trouver des solutions pratiques aux obstacles rencontrés", ajoute la même source. Dans ce cadre, il a été convenu de lancer une opération de communication méthodique avec les investisseurs dont les projets ne sont pas encore lancés, afin d'identifier les causes de ce retard à travers l'adoption de fiches de suivi précises, et l'envoi de mises en demeure légales qui seront adressées aux investisseurs n'ayant pas déposé les états d'avancement de leurs projets dans les délais impartis.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Installation des nouveaux membres de la Commission nationale d'habilitation des offres de formation

Le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Toufik Guendouzi, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie d'installation officielle des nouveaux membres de la Commission nationale d'habilitation des offres de formation, indique un communiqué du ministère. La création de cette commission, dont les membres ont été installés en présence des présidents des conférences régionales, s'inscrit dans le cadre de la "vision stratégique" du secteur, tendant à "assurer l'adéquation entre les offres de formation et les exigences du développement national, les besoins du marché du travail et les impératifs de l'économie fondée sur la connaissance, l'innovation et la technologie", précise la même source.

AND

Journées de sensibilisation à l'environnement au profit des enfants à partir de samedi prochain

L'Agence nationale des déchets (AND) organisera, à partir d'aujourd'hui, des journées de sensibilisation au profit des enfants dans le but de développer la conscience environnementale et de renforcer la culture écologique chez cette catégorie. Ces journées de sensibilisation, coïncidant avec les vacances d'hiver, visent à encourager les enfants à adopter les bons comportements environnementaux, notamment la

réduction des déchets à la source, le tri, le recyclage et le compostage à domicile, a indiqué jeudi un communiqué de l'AND. Des ateliers interactifs et des activités ludiques et artistiques sont prévues à cette occasion. Ces journées de sensibilisation auront lieu au niveau du siège de l'AND, ainsi que dans plusieurs espaces ouverts, comme le Jardin d'essai du Hamma et le Parc urbain de Oued Smar.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Décembre 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ¹ دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	70	80	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	128	149	108	الطماطم	
	Oignon sec	61	69	54	البصل الجاف	
	Ail sec	758	827	688	الثوم الجاف	
	Carotte	86	97	75	الجزر	
	Navet	103	116	90	اللفت	
	Choux fleur	88	99	77	قرنبيط	
	Choux	86	98	74	الكرنب	
	Courgette	163	179	147	الكوسة	
	Haricot vert	323	351	295	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	141	155	126	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	181	220	143	كليمونتين	
	Orange	159	192	126	البرتقال	
	Citron	148	171	125	الليمون	
	Pomme locale	377	462	291	التفاح المحلي	
	Datte	488	627	349	التمر	
	Banane	481	497	464	الموز	
Produits d'origine animale	Grenade	1900	2053	1747	الرمان	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	336	349	324	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	21	22	19	الدجاج	
	Œufs (Unité)	95	102	89	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	70	80	60	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	330,00	+3,45	1,35	-21,37	5,82	10,61	5000	1 650 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,86	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,69	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,02	1,63	10,97	5,43	9643	22 178 900,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-0,06	-8,60	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,74	4,52	3,97	5,00	0	0,00

L’an 2025, le début de la fin des illusions

L’année 2025 s’achève, marquant la fin du premier quart de ce siècle. Elle aura été riche en évènements dans tous les domaines, économique, financier, politique, social, médiatique, scientifique et technologique.

2^e partie et fin

Par Naceur Bourenane (*)

Du fait du mode de fonctionnement des démocraties occidentales, les opinions publiques constituent un enjeu essentiel dans la légitimation de la recherche du statuquo et du renforcement de positions largement ébranlées aux plans technologique, économique, financier voire militaire. Cependant, avec le renforcement du rôle des réseaux sociaux et l’accès généralisé aux informations de première main, les pouvoirs en place n’ont plus tellement le choix que d’exercer la coercition violente pour tenter de garder la main. Lorsque les grands médias de propagande perdent de leur efficacité, les interdits augmentent dans un système supposé se fonder sur la liberté de l’expression individuelle. Ainsi l’exercice démocratique tel qu’il est pratiqué dans les pays occidentaux tend à s’étioiler, à force de textes de lois, de dispositions réglementaires et d’instruments de coercition de plus en plus violents. Le contrecoup devenu évident en 2025 est une délégitimation sociale croissante des cadres institutionnels ayant servi d’instruments de gouvernance des pays par les Etats ayant promu et imposé ces normes comme universelles. Le phénomène était observable déjà avant la pandémie de la COVID19. Celle-ci a aggravé les doutes. Depuis, la perte d’efficacité s’est accrue. La délégitimation semble avoir atteint un point de non-retour dans un nombre croissant de pays. L’utilisation de ces normes (droits de l’homme, exercice démocratique selon les règles définies par les pays dominant le système capitaliste occidental...) comme aiguillon de la gouvernance des relations interétatiques semble avoir également vécu. Elle est minorée voire oubliée. La première conséquence est que cela agit comme un levain dans l’éruption sur la scène politique de forces montantes, constituées en grande partie d’une jeunesse qui a été nourrie et formatée par une culture fondée sur ces valeurs et sur ces normes. Ces forces se reconnaissent de moins en moins dans les positions et actions prises ou dans les silences et les complicités des dirigeants et des institutions qui les gouvernent. Une radicalité croissante qui se conjugue avec la perte future des possibilités d’insertion sociale par le travail (du fait des bouleversements produits par l’usage généralisée de l’IA). Le facteur démographique est important à prendre en compte dans ce cadre. Ainsi, il est intéressant de noter comment le populisme et le radicalisme d’extrême droite semblent plutôt concerner les populations vieillissantes et les composantes les moins dyna-

miques et les plus sclérosées des sociétés européennes et nord-américaines. De ce point de vue, on constate, tant en Amérique latine qu’en Afrique et dans certaines parties de l’Asie, comment les forces montantes faites de la jeunesse d’un poids encore plus grand, remettent en cause les carcans institutionnels dans leurs pays respectifs, parfois de façon violente. Cela s’apparente à une lame de fond transfrontalière et transcontinentale. Elle est le pendant logique d’un système capitaliste occidental mondialisé aujourd’hui en crise et en fin de vie. Ce mouvement, appelé à s’amplifier les années à venir est le résultat d’une illusion entretenue des décennies durant sur les bienfaits d’une «mondialisation heureuse», synonyme de la « Fin de l’Histoire ». Ce processus est plus apparent dans les pays dont est originaire le capitalisme occidental et ceux qui continuent à être sous son emprise quasi-exclusive. La position dominante et quasi-rentière des forces gouvernant le système capitaliste occidental est ébranlée de l’intérieur. Et le processus est appelé à gagner en intensité. Pour tous, 2025 marque la fin des illusions. Elle marque une accélération du processus interne de déconstruction avec ce qu’il charrie de drames. Mais ce n’est là qu’un premier aspect. Un autre mérite d’être mentionné. Au double plan commercial et financier, le système fondé sur l’utilisation du dollar américain comme référent universel et comme LA MONNAIE DE DERNIER RECOURS est remis en cause. Les lois émises par les USA, visant à la fois à protéger sa position dans le système capitaliste mondial et à en faciliter la reproduction à l’identique, voulue éternelle par ce pays (mais pas seulement) y ont joué un rôle majeur. Certaines lois comme celle de l’extraterritorialité, visant à maintenir et à renforcer le système économique mondial dans sa forme présente et passée a résulté en une remise en cause, par contournements progressifs, de son mode de reproduction. Mais cela ne vaut pas pour les USA seulement, mais également pour l’Europe largement vasalisée. Les sanctions prises contre la Russie et le gel de ses avoirs, après avoir concerné d’autres pays comme le Venezuela ont également contribué à rompre la confiance, principe de base dans l’utilisation d’une monnaie-refuge, se voulant la monnaie de réserve mondiale. Par ces mesures, l’objectif était de cultiver le statuquo et d’interdire l’émergence de puissances susceptibles de modifier l’équilibre géoéconomique et politique. Le cas de l’Iran mérite d’être rappelé. Les sanctions avaient des objectifs bien plus que militaires. Il s’est agi d’éliminer toute velléité d’émergence d’une puissance économique régionale, susceptible de modifier les équilibres

économiques et financiers, et au-delà les modes de reproduction préexistants. Tentative sans résultats probants. Car l’Iran d’aujourd’hui est bien plus puissante qu’au moment où les sanctions ont été mises en place. De fait, la volonté de maintenir le statuquo aura contribué à l’accélération et au développement de modèles d’échanges et de partenariats économiques et politiques alternatifs. A l’instar de ce qui se met en place dans le cadre l’Organisation de Coopération de Shanghai ou des actions entreprises par la Turquie. Cette transformation a été rendue possible par une régionalisation croissante des chaînes de valeur mondiale, engagée au départ dans un souci d’efficacité et de réduction des coûts ainsi que de sécurisation des avantages compétitifs et des positionnements géoéconomiques. Elle ouvre la voie à un mode de fonctionnement économique, politique et financier alternatif au sein du système capitaliste. L’an 2025 aura été marqué par la tentative des USA d’imposer par la force, sa position hégémonique, face à des partenaires devenus concurrents. Force est de constater que cette tentative est en train d’échouer, tant auprès de la Chine que de la Russie ou de l’Inde et du Brésil voire de l’Afrique du Sud. Il est peu probable que le slogan « MAGA » devienne un jour prochain une réalité. A présent le dollar américain n’est plus « le problème du reste du monde ». Il s’impose progressivement comme le problème des USA. Pas simplement parce que les mesures coercitives ont de moins en moins de prise. Mais parce que le niveau d’endettement de ce pays atteint des seuils annonciateurs d’une banqueroute potentielle et que les agences de notation tendent à refléter à reculons. La seconde moitié du siècle dernier était fondée sur des illusions de « coexistence pacifique », de « développement durable », de « rattrapage économique » et d’« aide au développement ». Ce quart de siècle a continué à se fonder à ses débuts sur l’idée d’une Terre Plate (Thomas Friedman), sur la nécessaire « Solidarité » planétaire, en particulier face aux problèmes communs auxquels est confrontée l’humanité (réchauffement climatique, écarts croissants entre les riches et les pauvres...). Ces discours et les engagements pris dans ce sens auront vécu. La crise que traverse le système capitaliste occidental pousse les forces encore dominantes en son sein, à se concentrer sur les conditions de sa survie, y compris de façon violente. Une confrontation directe avec les nouvelles puissances montantes semble peu probable. Mais la confrontation violente par proxy dans des pays et des régions que ces nouvelles puissances cherchent à intégrer ou à garder, dans leurs straté-

gies de développement, ne fera que croître. Mais ce n’est pas le seul lieu de confrontation entre les pays dominant le système capitaliste occidental déclinant et ces nouvelles forces. Il y a également les institutions multilatérales, le système des Nations Unies né des rapports de force au lendemain de la seconde guerre mondiale et l’ensemble de l’architecture de coopération et de financement du développement. Elles sont appelées à se réformer parce que devenues inopérantes dans ce cadre. Tant les Institutions de Bretton-Woods que l’OMC et les banques régionales de développement ont été mises en place pour assurer au moindre coût la reproduction du système et la protection des équilibres et des positionnements existants. Elles ont été un instrument important dans la construction de l’architecture financière internationale, indispensable à la croissance du système capitaliste. Elles s’avèrent de moins en moins opérantes, du fait de la montée de nouvelles forces économiques au sein du système capitaliste mondial. Celles-ci cherchent à briser l’hégémonie illégitime des tenants occidentaux, des pays fondateurs du système. Un premier pas est déjà fait dans cette direction avec l’émergence de nouvelles structures de financement du développement et avec la mise en place de mécanismes de paiement et de transaction financière déconnectée des devises occidentales, utilisant notamment la monnaie numérique. C’est-à-dire faisant usage des progrès technologiques les plus récents. C’est dans ce cadre que la question des choix stratégiques pour les années à venir doit être envisagée. Quels partenariats privilégier, quels choix technologiques adopter, quelles alliances tisser, quelles concessions faire ? Autant de questions cruciales qui se posent à tous les pays du continent africain, en particulier à l’Algérie. Il convient de les traiter avec le recul, la sérénité et les connaissances requises. Il est important de souligner ici que les concepts et les approches du développement, notamment en matière de coopération et d’intégration régionale, de solidarité et de non-alignement devront être revus à l’aune du nouveau contexte. Ils appartiennent à une époque définitivement révolue et se fondent sur des approches et des concepts devenus historiquement désuets. De fait, ils contribuent à renforcer la précarité des pays qui s’y emploient tout en leur donnant l’illusion de réussir et de progresser. Souhaitons que la nouvelle année soit celle du lancement d’une réflexion stratégique dans ce sens.

(*) Ancien Haut fonctionnaire de la Banque Africaine de Développement (BAfD)

TIARET

Lancement des travaux de raccordement de près de 150 foyers au gaz naturel à Tida

Les travaux de raccordement de 146 foyers au réseau de gaz naturel ont récemment débuté au niveau du groupement d'habitat Ouled-Sidi-Ahmed, dans la commune de Tida de la wilaya de Tiaret, à-on informé, jeudi, auprès de la Direction locale de l'énergie et des mines. Le chef du service de l'électricité et du gaz à la Direction, Abdelkader Safa, a souligné que ce projet d'importance bénéficiera à plus de 700 citoyens. La durée de réalisation a été fixée à trois mois, pour une enveloppe financière de 28 millions de dinars algériens. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme financé par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, au titre de l'exercice précédent. Ce programme a permis l'inscription d'opérations visant le raccordement de 1.117 foyers au gaz naturel, répartis sur 12 zones relevant de 11 communes à travers la wilaya. Il s'inscrit dans une démarche d'amélioration des conditions de vie des citoyens, notamment dans les zones rurales et éloignées, et de renforcement des réseaux énergétiques, contribuant ainsi au développement local, at-on souligné.

OUM EL-BOUAGHI
Début de l'opération de déstockage de l'ail

L'opération de déstockage de l'ail entreposé dans les chambres froides a commencé dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, à-on appris jeudi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Ces quantités d'ail ont été stockées dans des chambres froides de particuliers dans les communes d'Ain M'lila, d'Ouled Hamla et d'Oum El Bouaghi dans le cadre du système de régulation des produits agricoles de grande consommation (SYRPALAC), a précisé à l'APS l'inspecteur de la santé végétale à cette direction, Abdelwahab Boufar. Sur un total de 9.663,5 quintaux d'ail produit localement ou dans la wilaya voisine de Mila et stockés à Oum El Bouaghi, 2.350 quintaux ont été déstockés à ce jour, selon la même source. L'objectif du déstockage de l'ail destiné au marché est d'assurer la disponibilité de ce produit et réguler le marché, a souligné M. Boufar qui a affirmé que le prix du kilogramme ne dépasse pas 500 DA conformément à la convention signée entre les entrepreneurs et le ministère de tutelle.

EL TARF

127 autorisations de fonçage de puits agricoles accordées depuis début 2025

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a accordé 127 autorisations de fonçage de puits agricoles depuis le début de l'année 2025 à travers le guichet unique dédié à cette opération, à-on avisé jeudi auprès de cette direction.

Ces autorisations portent sur le fonçage de 127 forages d'irrigation agricole destiné aux cultures stratégiques dont celle des fourrages ainsi qu'aux autres cultures dont la viticulture et l'agrumiculture qui font la réputation de cette wilaya, a indiqué le chef du service de mobilisation des ressources hydriques à cette direction, Abdelkrim Salem. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts d'appui au secteur et de consolidation des ressources hydriques dirigées vers l'irrigation, selon la même source qui a ajouté que l'octroi de ces autorisa-

tions vise à accompagner les agriculteurs et leur permettre d'exploiter l'eau en irrigation d'une manière légale et organisée dans le respect des normes techniques et écologiques liées à la préservation de la nappe phréatique. Le même cadre a ajouté que 61 dossiers de demande d'autorisation de fonçage de puits sont actuellement traités, soulignant que les procédures légales seront effectuées dont les relevés agricoles de terrain à réaliser par la commission technique de l'Agence nationale de ressources hydriques pour désigner l'endroit de fonçage du puits avant l'octroi de l'autorisa-

tion signée par le wali. La wilaya d'El Tarf a enregistré une augmentation de la surface agricole irriguée passée de 14.000 hectares durant la saison agricole 2024-2025 à 20.000 hectares durant l'actuelle saison 2025-2026, à-on indiqué. L'étude des dossiers de fonçage de puits est menée en coordination avec plusieurs instances concernées dont les deux directions des services agricoles et de l'environnement pour assurer une exploitation rationnelle des ressources hydriques et empêcher tout fonçage anarchique.

SKIKDA

100 ha de forêts pour soutenir la culture de la fraise locale "Lemkerkba"

Une superficie de 100 hectares de terres forestières a été réservée dans la wilaya de Skikda pour soutenir la culture de la variété locale de fraise "Lemkerkba", at-on appris jeudi auprès du conservateur local des forêts, Habib-Allah Benhamou. Intervenant au cours d'une journée d'étude sur la culture de la fraise "Lemkerkba" (la rondette) tenue à la maison de la culture Mohamed-Serradj de la ville de Skikda, le même responsable a indiqué que pour développer la variété locale de fraise au niveau de la wilaya et

valoriser les clairières forestières, une superficie de 100 hectares a été exclusivement réservée à la culture de "Lemkerkba". Ces espaces forestiers, at-il ajouté, "ont été choisis à travers les communes d'Ain Zouit, de Skikda, de Tamalous et de Kerkera sur la base de critères techniques et les investisseurs souhaitant les exploiter seront tenus de se conformer à un cahier de charges définissant les modalités d'exploitation du sol, les types autorisés d'intervention agricole, les mécanismes de protection du milieu forestier

et les mesures préventives à prendre pour éviter tout impact ou dégradation écologique". De son côté, Pr. Amar Fofou, directeur du laboratoire des recherches agronomiques à l'université de Skikda, a indiqué, dans sa communication sur les caractéristiques génétiques et végétales de la fraise "Lemkerkba", que cette dernière est une variété autochtone de cette wilaya née de son acclimatation au sol des hauteurs occidentales de la wilaya et s'affirmant comme l'une des plus délicieuses et succulentes variétés de fraise.

Le directeur des services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui, a souligné que la surface cultivée de fraise au titre de l'actuelle saison a atteint 52 hectares qui produiront près de 4.100 quintaux. Il a également été rapporté à l'occasion que la variété "Lemkerkba" a développé des caractéristiques génétiques spécifiques au contact du sol et du climat de la région. La wilaya de Skikda cultive d'autres variétés de fraise dont Douglas, Camorosa, Nabila et Sabrina, a-t-on noté.

OULED DJELLAL

Réception de 12 nouveaux fourrages

Le secteur de l'hydraulique dans la wilaya d'Ouled Djellal s'est renforcé par la réception de 12 nouveaux fourrages réalisés dans plusieurs communes, à-on avis jeudi auprès du directeur local par intérim du secteur. Dans une déclaration à l'APS, M. Ahmed Djemaï a précisé que deux fourrages ont été ainsi réalisés dans chacune des six communes de la wilaya (Ouled Djellal,

Sidi Khaled, Doucen, Chaïba, Besbès et Ras El Miad). Quatre de l'ensemble de ces fourrages dont les projets ont mobilisés 650 millions DA sont entrés en service, a ajouté le même responsable qui a relevé qu'à terme, ces fourrages contribueront à améliorer la qualité du service public de l'eau. Le même cadre a fait état en outre de la réception au champ de captage Lamhis-

sar dans la commune de Chaïba de quatre fourrages, d'un château d'eau d'une capacité de 2.500 m3 et de canalisations de transfert d'une longueur de 21 km dont la réalisation a nécessité 950 millions DA et qui vise à améliorer le service public de l'eau par l'augmentation de la production et son aménagement aux habitants des communes d'Ouled Djellal et Sidi Khaled.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 1.000 exploitations agricoles raccordées à l'électricité

Un total de 1.050 exploitations agricoles de la wilaya d'Aïn-Temouchent ont été définies par le raccordement au réseau électrique, à-on avisé, jeudi le directeur de wilaya de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), M. Rahou Boutekhill. Le même responsable a précisé que, dans ce cadre, 633,17 kilomètres de lignes électriques ont été réalisés, ayant

permis d'alimenter en électricité 1.050 exploitations agricoles réparties à travers les différentes communes de la wilaya, depuis le lancement de cette opération en mars 2022. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant le raccordement des exploitations agricoles à l'électricité, dans l'objectif de promou-

voir le secteur agricole et réaliser l'essor économique, a souligné la même source. Le même responsable a ajouté que l'opération de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité dans la wilaya d'Aïn Temouchent se poursuit, en coordination avec le secteur des Services agricoles de la wilaya, à travers le recensement des exploitations nécessitant de bénéficier de cette prestation.

ECONOMIE MONDIALE

La difficile année 2025 servira-t-elle de leçon ?

Droits de douane, tensions géopolitiques, guerre économique... Des expressions que nous avons entendues à maintes reprises à la radio, à la télé, sur les réseaux sociaux tout au long de l'année. Face à l'avalanche de défis que 2025 a connus, l'heure est venue de dresser le bilan de la croissance économique mondiale, et d'en tirer des leçons. Dans son rapport « Perspectives économiques », l'OCDE signe un diagnostic éclairant : cette croissance est certes plutôt résiliente, mais marquée par plusieurs signes d'essoufflement, notamment dans les pays de l'OCDE, dont la situation exigerait des réformes résolument libérales afin de limiter la casse.



Par Lorenzo Delpech

Malgré la montée des tensions commerciales et géopolitiques que l'on connaît tous et que l'OCDE rappelle à de nombreuses reprises dans son rapport, l'exercice devrait s'achever sur une croissance mondiale de 3,2 %. Mais si l'on zoome sur les grandes zones économiques, la possibilité d'un mouvement positif et unifié s'éteint.

Le monde n'avance pas partout au même rythme

Dans la zone euro, le tempo chute brutalement, avec seulement 1,3 % attendus pour 2025. La croissance des investissements des entreprises est restée faible, avec pour conséquence une productivité également faible. Pour se développer, l'OCDE conseille à la zone euro d'« alléger les contraintes réglementaires imposées aux entreprises et de soumettre systématiquement toute nouvelle proposition de réglementation à un examen des coûts et des avantages qui pourraient en résulter ». La France, elle, progresse encore plus timidement, plafonnant à un modeste 0,8 % en 2025. De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis affichent une croissance de 2 % en 2025, en repli par rapport à 2024. Selon l'OCDE, « Ce ralentissement s'explique par la poursuite du recul de la croissance

de l'emploi, le fléchissement marqué de l'immigration nette, la répercussion des hausses de droits de douane sur le niveau des prix ». Plus généralement, la croissance de l'emploi de l'OCDE devrait se replier, passant de 0,9 % en 2024 à 0,6 % entre 2025-2027, principalement à cause du vieillissement de la population. En Chine, la machine économique continue, pour l'instant, de tourner, avec une croissance de 5 % pour 2025, identique à celle de l'année dernière. Toutefois, l'empire du Milieu devra composer avec des risques « liés aux incertitudes relatives aux échanges et à la gestion des surcapacités, tandis que les réformes et de nouveaux projets pourraient dynamiser davantage l'investissement privé ». On voit que l'écart se creuse entre les pays membres de l'OCDE, dont la croissance plafonne à 1,7 %, et les pays non-membres, qui atteignent 4,4 % en moyenne (et plus de 6 % pour certains d'entre eux, notamment l'Inde). L'économie mondiale est clairement à deux vitesses.

Le Code du travail français a grossi de 124% en vingt ans

L'OCDE explique le bilan 2025 alarmant des pays membres par le fait que « la croissance de la productivité du travail a ralenti dans la majorité des économies de l'OCDE, sur fond de déclin généralisé du dynamisme économique ». Elle met en cause, en premier lieu, la lourdeur de l'environnement réglementaire un peu partout, un handicap qui ne date pas d'hier.

Aux États-Unis, le nombre de restrictions dans le Code des règlements fédéraux a progressé d'environ 2 % par an depuis 50 ans, passant de 400 000 termes en 1970 à plus d'un million aujourd'hui. Au Canada, même courbe ascendante entre 2006 et 2021, ainsi qu'en Australie (10 % par an depuis 1977). En France, le nombre d'articles du Code du travail a augmenté de 124 % en une vingtaine d'années (2004-2025). En Italie, la complexité croissante des textes juridiques aurait réduit de 3 % le PIB par habitant au cours des 20 dernières années. Dans l'Union européenne, la Commission ne cesse d'émettre des propositions législatives : on en compte par exemple 374 de plus entre 1999 et 2004, et même 431 entre 2019 et 2024, dont la longueur moyenne, en outre, a presque doublé... Or, 60 % des entreprises considèrent les réglementations applicables aux sociétés et au marché du travail comme un frein à l'investissement. Et, comme Contrepoints a déjà eu l'occasion de le signaler, les barrières commerciales intra-UE font subir des coûts moyens d'environ 44 % pour les biens (hors agriculture), et 110 % pour les services, dues à la forte réglementation de Bruxelles.

L'obésité réglementaire n'est plus supportable

Les résultats d'une enquête de l'OCDE intitulée « Simplifier pour avancer », réalisée auprès de 34 pays, montrent que la majorité des pouvoirs publics et organisa-

tions professionnelles juge le niveau de réglementation excessif. L'abaisser, c'est l'une des trois principales préoccupations pour plus de 80 % de ces pays, largement devant la nécessité de trouver et retenir des talents (40%), et l'instabilité géopolitique (37 %). Autre constat : la surréglementation de l'OCDE a fait gonfler la part des emplois qui lui sont liés, aussi bien dans l'UE qu'aux États-Unis et en Australie. En 2023, 3,9 % de l'ensemble des emplois lui étaient consacrés, contre 3,7 % en 2011, avec des pics pouvant atteindre 6 % dans certains pays européens. Aux États-Unis, la progression est moindre qu'en Europe mais néanmoins notable, passant de 2,9 % en 2012 à 3,2 % en 2023. Bref, il est plus que temps, selon l'OCDE, mais aussi selon d'autres institutions internationales comme le FMI, de déreglementer à grande échelle. Les lourdes difficultés de l'année 2025 auront-elles au moins servi de leçon et fait enfin prendre conscience à qui de droit que normes et lourdeurs administratives ne peuvent aller de pair avec croissance et prospérité ? Une phrase essentielle de ce rapport fera office de conclusion : « De solides arguments plaident aujourd'hui en faveur d'une refonte de la réglementation dans les pays de l'OCDE afin de mieux gérer le corpus de textes existants – en supprimant les charges administratives inutiles et en rationalisant les textes redondants ou qui se chevauchent ».

Source : [Ccontrepoints.org](https://www.contrepoints.org) ; publié le 25 décembre 2025

ARABIE SAOUDITE/EGYPTE

Des investissements de 50 milliards de dollars d'ici 4 ans

Riyad cible des investissements dans une variété de secteurs avec en tête le tourisme (mégaprojets comme Marmassi Red Sea), les infrastructures, l'immobilier et le développement urbain comme les projets énormes d'Emaar et bien sûr l'industrie et l'énergie. «L'Egypte a signé quatre accords d'investissements avec des acteurs privés saoudiens dans les secteurs des industries alimentaires, de l'énergie solaire, des industries métallurgiques, ainsi que du développement et du marketing immobiliers, en marge du Forum égypto-saoudien sur les investissements qui s'est tenu au Caire en avril dernier », a annoncé le Conseil des ministres. L'Autorité des investissements et des zones franches a accueilli ce forum en présence de représentants de plus de 70 entreprises et institutions économiques égyptiennes et saoudiennes.

Les représentants du gouvernement saoudien ont déclaré, au cours du forum, que l'objectif était d'atteindre des investissements d'un montant de 50 milliards de dollars dans les quatre prochaines années.

L'intérêt de l'Arabie saoudite d'accroître ses investissements en Egypte s'est manifesté en 2022, lorsque le Fonds souverain d'Arabie saoudite Public Investment Fund (PIF), le bras financier saoudien pour les investissements majeurs, a créé une société pour gérer ses investissements dans le pays. En avril 2022, la nouvelle société Saudi Egyptian Investment Company (SEIC) a acquis des parts dans quatre entreprises égyptiennes cotées en Bourse pour l'équivalent de 1,3 milliard de dollars, à savoir 25 % de e-Finance for Digital and Financial Investments, 19,82 % d'Abu Qir Fertilizers and Chemical Industries, 25 % de Mopco Fertilizers et 20 % d'Alexandria Container and Cargo Handling. SEIC a également acquis en 2022 une participation minoritaire de 34 % dans la société égyptienne B.TECH, l'un des plus grands distributeurs d'électroménagers en Egypte, pour environ 150 millions de dollars.

ENTREPRENEURIAT EN TUNISIE

Analyse des profils et tendances

La Tunisie fait face à un double impératif : créer massivement des emplois pour réduire les déficits existants et améliorer la qualité de ces emplois.

Afin de réduire le chômage et l'inactivité tout en réduisant l'informalité, la Tunisie aurait besoin de plus de 100,000 emplois par an avec un taux d'investissement privé de 15-25% et une croissance annuelle de l'ordre de 4-7% et ce, selon une nouvelle note synthétique de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur le profil entrepreneurial en Tunisie.

Répondre aux besoins de création d'emploi

A cet effet et pour répondre aux besoins de création d'emploi, la Tunisie est appelée à mobiliser le potentiel de l'entrepreneuriat et de la TPME où sont employés la majorité des travailleurs. Les dernières estimations suggèrent que 70% des emplois se trouvent dans les TPME et presque 60% dans les TPE. Entre 2013 et 2023, les TPE ont créé 57,8% des emplois net formels et les PME, 10,2%. À l'avenir, sur la base des tendances actuelles, les TPME devraient créer plus de deux tiers des nouveaux emplois.

Enquête sur le profil entrepreneurial

On indique, ainsi, que dans ce contexte, le Gouvernement Tunisien et la BAD à travers sa Plateforme EInA, avec le soutien



financier de l'Ambassade du Royaume-Uni et de l'appui technique de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ont lancé l'enquête sur le profil entrepreneurial du pays. Le profil entrepreneurial de la Tunisie se base sur une enquête représentative de la population active et inactive au niveau national et régionale, effectuée au cours de la période février-avril 2024. L'enquête a couvert plus de 3,000 ménages et 9,000 individus, et a permis d'obtenir des informations sur leur situation dans le marché du travail, les principales contraintes qui affectent l'activité entrepreneuriale et leur demande en termes de services d'appui.

Concrètement, les résultats de l'analyse montrent que le taux d'activité entrepreneuriale en Tunisie, indicateur rapportant l'effectif des entrepreneurs à la population de 18 ans et plus, est de 18%, avec 10,4% d'entrepreneurs établis et 7,6% d'entrepreneurs potentiels.

Le nombre d'entrepreneurs estimé au premier trimestre 2024, par la note de la BAD, est de 1,48 millions. Les entrepreneurs potentiels se répartissent entre différents types d'activité et de statut dans la profession : 27,3% sont des inactifs, 33,1% des chômeurs et 39,6% sont des salariés, dont 17,9% dans le secteur informel et 21,7% des salariés dans le secteur formel.

ÉGYPTE

Un projet de transformation de pomme de terre de 8 millions \$ à Sokhna

L'Égypte est le premier producteur africain de pomme de terre et figure dans le top 10 mondial. Dans la filière, le segment de la transformation offre de nombreuses opportunités d'investissement pour les opérateurs qui souhaitent tirer parti de la base de production dont dispose le pays. En Égypte, l'Autorité générale de la Zone économique du Canal de Suez (SCZONE) a annoncé le mercredi 23 décembre le lancement d'un nouveau projet de transformation agroalimentaire dans la zone industrielle de Sokhna pour un coût total de

8 millions de dollars. Ledit projet, porté par l'entreprise Pitcairn, a donné lieu à un accord avec MDC, opérateur industriel de Sokhna. Dans un communiqué publié sur son site, la SCZONE indique que cet investissement portera sur l'installation d'un complexe agroalimentaire qui comprendra des activités de production de pommes de terre et de légumes surgelés d'une part, et d'autre part la production de repas prêts à consommer pour la satisfaction des besoins sur le marché local et à l'exportation. Selon les responsables du pro-

jet, les travaux de construction devraient s'étendre sur une période de 2 ans. « La production devrait débuter début 2027, avec une capacité de production de 18 000 tonnes de pommes de terre et de légumes surgelés par an, en plus de 73 millions de repas prêts à consommer chaque année pour servir l'aviation, l'hôtellerie, l'hôpital, les activités industrielles, les efforts humanitaires et d'autres secteurs », souligne le communiqué. Une fois opérationnelle, cette installation constituera un débouché d'écoulement sûr pour les producteurs locaux de

pommes de terre. L'investissement permettra également d'améliorer la création de valeur au sein de la filière. Selon les données compilées par l'Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques (CAPMAS), la production de pommes de terre en Égypte a augmenté de 9,7 % pour s'établir à 9,6 millions de tonnes en 2024. Sur l'année considérée, le CAPMAS estime que seulement 11 % du stock produit est orienté vers l'exportation, tandis que le reste est utilisé pour l'alimentation et la production de semences.

MAURITANIE

Un prêt saoudien de 60 millions USD pour renforcer le réseau de transport électrique

Alors que la Mauritanie cherche à étendre son réseau électrique sur l'ensemble du territoire, un nouveau financement vient appuyer l'un de ses projets de transport les plus structurants.

Le ministère mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a annoncé, la signature d'un accord de prêt de 60 millions USD avec le Saudi Fund for Development pour financer une partie du projet électrique Nouakchott-Néma, appelé « ligne de l'Espoir ».

L'accord a été signé par le ministre des

Affaires économiques et du Développement, Abdallah Suleiman Al-Sheikh Sidiya, et le directeur général du Saudi Fund for Development, Al-Marshad. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, et de l'ambassadeur d'Arabie saoudite en Mauritanie, Abdulaziz bin Abdullah Al-Ragabi.

Selon le ministère, le financement permettra la construction de 182 km de lignes de transport d'électricité à haute tension sur le tronçon reliant Aouinat Ezbel à Néma, dans le sud-est du pays.

Cette infrastructure vise à renforcer l'interconnexion entre les réseaux électriques existants à l'est et à l'ouest, à faciliter l'acheminement de l'électricité vers de nouvelles zones de consommation et à assurer un approvisionnement régulier des localités situées le long du tracé.

Le projet de la « ligne de l'Espoir » s'inscrit dans les objectifs fixés par la Mauritanie pour accélérer l'accès universel à l'électricité. Dans son Energy Compact, le gouvernement prévoit de porter le taux d'accès national à 100 % d'ici 2030, contre 55 % actuellement,

en raccordant 3,4 millions de personnes supplémentaires.

Pour soutenir cette ambition, le pays mise sur l'extension de ses infrastructures électriques. En 2023, le réseau comptait 1950 km de lignes haute tension et 5450 km de réseaux moyenne et basse tension. À l'horizon 2030, ces capacités doivent atteindre environ 4500 km de lignes haute tension et plus de 10 000 km de réseaux moyenne et basse tension, faisant des projets de transport à grande échelle un levier central de la stratégie nationale d'électrification.

GABON

La transparence extractive remise au cœur de la gouvernance des ressources

Ces dernières années, le Gabon a été critiqué pour des insuffisances en matière de gouvernance extractive. Plusieurs partenaires techniques et acteurs de la société civile ont notamment relevé des interrogations récurrentes sur la transparence des revenus pétroliers et miniers.

Le Gabon a engagé une réforme de son dispositif national de transparence dans les industries extractives. Celle-ci passe par une réorganisation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives au Gabon (ITIE-Gabon), chargée de la publication des données sur les revenus du secteur. L'information rapportée par la presse locale, indique que cette démarche vise à combler les retards accumulés dans la publication des données et à renforcer l'accès du public aux informations liées aux revenus pétroliers et miniers, selon les autorités impliquées dans le processus. Réunis à Libreville lors d'une session extraordinaire, les membres du Groupe multipartite de l'ITIE-Gabon, organe réunissant des représentants de l'État, des entreprises et de la société civile, ont validé une feuille de route

destinée à remettre le dispositif en conformité avec les exigences internationales. Cette réforme intervient alors que les rapports couvrant les exercices 2023 et 2024 n'ont pas encore été publiés, plaçant le pays en décalage avec le calendrier de l'Initiative internationale. Concrètement, la refonte repose sur plusieurs chantiers identifiés par le secrétariat national de l'ITIE-Gabon. La révision du cadre juridique encadrant le fonctionnement du dispositif figure parmi les priorités, afin de l'adapter aux normes actualisées de l'Initiative internationale. Les autorités ont également acté un rattrapage des rapports en attente, portant notamment sur les flux financiers entre les entreprises extractives et l'État, les revenus budgétaires issus du pétrole et des mines, ainsi que certaines données de production. La presse locale évoque également un

effort accru de diffusion des informations, notamment par des outils numériques accessibles au public. Cette réforme s'inscrit dans un contexte où le secteur extractif demeure un pilier de l'économie gabonaise. En 2023, les hydrocarbures ont généré environ 50 % des recettes fiscales de l'État gabonais, selon Bpifrance et Co-face. En 2024, leur part est descendue à 39,2 % des recettes budgétaires, d'après les données relayées par la presse locale. Dans ce contexte, la transparence des paiements, des recettes et des mécanismes de redistribution constitue un enjeu documenté pour la gestion des finances publiques et le contrôle citoyen. L'ITIE vise précisément à réduire les asymétries d'information dans les pays riches en ressources naturelles.

POUR ACCROÎTRE SES EXPORTATIONS DE MANGUES Le Kenya cible le Royaume Uni

Au Kenya, l'horticulture représente la principale source de recettes d'exportation agricole. Alors que la mangue n'occupe encore qu'une place marginale dans les performances du secteur, la filière cherche à conquérir de nouveaux marchés afin d'accroître ses expéditions. Au Kenya, la filière mangue a officiellement expédié sa première cargaison à destination du Royaume-Uni le 20 décembre dernier. C'est ce qui ressort d'un communiqué publié par le ministère du Commerce, des Investissements et de l'Industrie. Cette initiative s'inscrit dans le

cadre d'un projet pilote visant à sécuriser de nouveaux débouchés sur le marché britannique. Alors que le volume de mangues concerné par cette première expédition n'a pas été mentionné, les autorités indiquent que l'ouverture de nouveaux marchés comme le Royaume-Uni offre des opportunités de création d'emplois et d'augmentation des revenus dans toute la chaîne de valeur. « Ce lancement illustre l'empreinte croissante du Kenya sur les marchés d'exportation à forte valeur ajoutée et reflète une solide collaboration entre les agences gouvernementales,

les partenaires de développement et le secteur privé pour stimuler les exportations agricoles », souligne le communiqué. Il faut noter que le Royaume-Uni est le troisième importateur de mangues en Europe après les Pays-Bas et l'Allemagne. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, le pays a importé près de 81 000 tonnes de fruits en moyenne entre 2020 et 2024. Sur la même période, la valeur de ses achats s'est élevée en moyenne à près de 220 millions de dollars par an. La filière kenyane, qui souhaite capter des parts sur ce marché, aura fort à faire avec la concurrence

d'autres fournisseurs déjà bien établis. En 2024, les données compilées par Trade Map montrent par exemple que 31 % des achats de mangues réalisés par le Royaume-Uni sur le marché international provenaient du Brésil. Parmi les autres fournisseurs de poids figurent notamment le Pakistan, l'Inde et la Côte d'Ivoire, qui comptent chacun pour environ 8 % des envois. Au Kenya, la production de mangues s'est élevée à 782 890 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023. Pour l'heure, moins de 5 % de ce stock est expédié sur le marché international.

NIGERIA

Le fonds FCMB-TLG prépare une levée de 13,7 millions \$ pour les PME

Ces capitaux offrent aux investisseurs institutionnels et aux particuliers fortunés la possibilité de soutenir la croissance des secteurs clés de l'économie nigériane, tout en finançant des entreprises qui favorisent un développement économique durable dans le pays. Le FCMB-TLG Private Debt Fund, un fonds de dette privée libellé en naira, a obtenu l'approbation réglementaire de la Securities and Exchange Commission (SEC) pour le lancement de sa deuxième émission (Series II), d'un montant pouvant atteindre 20 milliards de nairas, environ 13,7 millions de dollars. L'annonce a été faite par FCMB Asset Management Limited, le gestionnaire nigérian du fonds. L'offre sera ouverte aux investisseurs institutionnels et aux particuliers fortunés à partir de janvier 2026, sous réserve des dernières autorisations réglementaires. Les ressources mobilisées seront déployées sous forme de dettes d'entreprise en faveur des sociétés de taille moyenne opérant dans plusieurs secteurs de l'économie nigériane. Selon les informations communiquées, les investissements cibleront l'agriculture, les énergies propres, l'éducation, la santé, la technologie, ainsi que le transport et la logistique, des secteurs en cohérence avec les objectifs de développement durable des Nations unies. Le fonds prévoit également d'intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans sa stratégie d'investissement, afin de combiner rendements attractifs ajustés au risque et contribution au développement durable de l'économie nigériane. À travers cette opération qui fait suite au succès de la Série I, le fonds FCMB-TLG entend faciliter l'accès des PME nigérianes à des financements en monnaie locale, dans un environnement caractérisé par une forte demande en capitaux et une volatilité des marchés financiers. Cogéré par la société d'investissement londonienne TLG Capital et le gestionnaire nigérian FCMB Asset Management Limited, le fonds, lancé en juin 2024, se concentre sur des entreprises économiquement solides et à fort impact au Nigeria. Structuré comme un fonds commun de placement à capital fixe d'une durée de dix ans, le fonds a pour objectif de fournir aux investisseurs des revenus périodiques via des distributions régulières, tout en mettant l'accent sur la préservation du capital investi.

BLÉ

L'Afrique du Sud anticipe un recul de 5 % de ses importations en 2025/2026

L'Afrique du Sud est le principal marché pour le blé en Afrique australe. Le pays, qui éprouve des difficultés à maintenir une progression durable de son niveau de production, importe la céréale presque autant qu'il n'en produit. 1,74 million de tonnes : c'est le volume de blé que l'Afrique du Sud espère importer au cours de la campagne de commercialisation 2025/2026, selon les dernières estimations de la Chambre des entreprises agricoles du pays (Agbiz). Le stock annoncé, s'il est confirmé, si-

generait une baisse de 5 % par rapport à celui enregistré au cours de la campagne précédente. S'exprimant sur le sujet le lundi 22 décembre, Wandile Sihlobo, économiste en chef de l'Agbiz, met en avant des perspectives d'amélioration du niveau de la production locale pour expliquer cette prévision. « Cette amélioration annuelle est soutenue par les meilleures récoltes attendues dans les provinces du Cap-Nord, de l'État libre, du Cap-Oriental et du Limpopo », précise le responsable. Dans son dernier rapport sur l'évolution de la campagne 2025 des céréales

d'hiver publié le 18 décembre, le Comité d'estimation des récoltes (CEC) table en effet sur une production de blé en hausse de 3 % par rapport à la campagne précédente, pour atteindre 1,98 million de tonnes. Cette croissance d'une année sur l'autre de la production attendue est principalement le fait d'une augmentation des surfaces de culture. D'après le CEC, les agriculteurs ont dédié 12 000 hectares supplémentaires à la culture de blé en 2025, qui occupe actuellement 517 300 hectares. Il faut toutefois noter que la produc-

tion de blé annoncée reste en deçà du pic de 2,28 millions de tonnes enregistré en 2021, et que la filière sud-africaine peine depuis à renouer avec ce record établi au cours de la dernière décennie. Quoi qu'il en soit, la perspective d'une réduction des volumes d'achats de la céréale sur le marché international peut permettre de réduire la facture des dépenses alimentaires. Selon les données compilées sur la plateforme Trademap, la nation arc-en-ciel a consacré près de 537,8 millions de dollars aux importations de blé en 2024.

POINT-MARCHÉS

Les actions asiatiques atteignent leur plus haut niveau en six semaines

Les actions asiatiques ont atteint vendredi leur plus haut niveau en six semaines, soutenues par un rallye continu des métaux précieux, qui n'a montré aucun signe de modération. Les investisseurs cherchent à terminer l'année sur une note positive, tandis qu'un yen plus faible maintient le risque d'une intervention monétaire dans la mêlée.

Les marchés australiens, hong-kongais et la plupart des marchés européens étaient fermés vendredi, réduisant la liquidité des échanges. Cependant, l'appétit pour le risque s'est intensifié cette semaine, alimentant un rallye de fin d'année. L'indice japonais Topix a atteint un niveau record, progressant de 0,5 %. L'indice de référence sud-coréen KOSPI a gagné 0,6 %, portant son gain annuel à 72 %, faisant ainsi de la Corée du Sud le marché boursier le plus performant du monde cette année. De son côté, l'indice CSI300 des valeurs vendettes chinoises a augmenté de 0,27 %, en passe de réaliser un gain de 18 % pour l'année, sa plus forte hausse annuelle depuis 2020. Ce phénomène a propulsé l'indice MSCI des actions de la région Asie-Pacifique à son plus haut niveau depuis le 14 novembre, enregistrant une hausse de 0,4 % et un gain de 25 % depuis le début de l'année.

Les métaux précieux en plein essor

Au-delà des actions, les métaux précieux continuent d'attirer l'attention. L'argent a bondi de plus de 4 % pour atteindre un niveau record vendredi, tandis que l'or a également inscrit un nouveau sommet, atteignant 4 503,39 dollars l'once. Selon Soojin Kim, analyste des matières premières chez MUFG, cette hausse a été soutenue par les achats massifs des banques centrales, les flux importants vers les ETF adossés à l'or et les préoccupations des investisseurs concernant la dépréciation des devises et l'augmentation de la dette mondiale. L'or a grimpé de plus de 71 % cette année, en voie de réaliser sa plus forte hausse annuelle depuis 1979, tandis que l'argent a progressé de 158 %. "Les grandes banques prévoient de nouvelles hausses jusqu'en 2026, et la force de la demande physique, ainsi que les incertitudes géopolitiques et monétaires, suggèrent que le rallye des

métaux précieux pourrait se poursuivre", a déclaré M. Kim dans une note.

Le blues du dollar en décembre

À l'approche de la nouvelle année, les investisseurs se concentrent sur le moment où la Réserve fédérale américaine pourrait réduire ses taux d'intérêt, ainsi que sur l'ampleur de cette réduction. Les traders anticipent au moins deux baisses en 2026, bien qu'ils ne s'attendent pas à ce que la Fed agisse avant juin. La banque centrale elle-même a prévu une nouvelle baisse l'année prochaine, mais la division interne de la Fed laisse les investisseurs dans l'incertitude quant aux perspectives de la politique américaine. Par ailleurs, les investisseurs attendent la nomination par le président Donald Trump d'un nouveau président de la Fed, pour remplacer Jerome Powell, dont le mandat se termine en mai. Toute annonce à ce sujet pourrait influencer les marchés dans la semaine à venir. Cela a mis le dollar américain sous pression, poussant l'euro, la livre sterling et le franc suisse à des sommets récents. L'indice du dollar, mesurant sa performance par rapport à six autres devises majeures, était sur le point de chuter de 0,8 % pour la semaine, sa plus faible performance hebdomadaire depuis juillet. Il est resté stable à 97,935 lors des échanges en Asie vendredi. Le yen japonais, un peu plus faible à 156,23 pour un dollar, était cependant en route pour enregistrer une hausse hebdomadaire de 1 %, son plus grand gain hebdomadaire depuis fin septembre, après de fortes séries d'avertissements verbaux de Tokyo, laissant planer le risque d'une intervention sur le marché. Bien que la Banque du Japon ait procédé à une hausse de taux attendue la semaine dernière, les marchés ont interprété les commentaires du gouver-

neur Kazuo Ueda comme suggérant que la banque centrale ne précipiterait pas de nouvelles hausses de taux. Des analystes ont indiqué que cette communication ambiguë visait à laisser une marge de manœuvre concernant le calendrier exact des futures hausses.

Des marchés sous surveillance

Les investisseurs continuent de suivre de près les achats officiels de yens par Tokyo, surtout à l'approche de la fin de

l'année, période de faibles volumes de transactions. Ce contexte est considéré comme un moment propice pour une intervention des autorités japonaises. Les obligations d'État japonaises de référence ont légèrement progressé vendredi, les attentes d'une limitation de l'émission de dette ayant permis aux rendements de reculer par rapport à leur pic de 26 ans. La Première ministre Sanae Takaichi cherche à apaiser les inquiétudes du marché quant à sa politique fiscale expansionniste.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 25 Décembre 2025				
Valeur : 29 Décembre 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.3692	129.3842
1	EUR	EURO	152.3452	152.4275
1	GBP	POUND STERLING	174.7996	174.9381
100	JPY	JAPANESE YEN	82.9822	83.0184
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4613	18.4653
1	CHF	SWISS FRANC	164.0700	164.1515
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5474	94.5860
1	DKK	DANISH KRONE	20.3930	20.4025
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0632	14.1263
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8740	12.9519
1	AED	UAE DIRHAM	35.2217	35.2277
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4911	34.4969
1	KWD	KUWAITI DINAR	421.1237	421.3097
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2325	44.6770
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1933	14.1950
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8469	23.9689
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2514	3.2615
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.4108	177.4108

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, le “rallye de Noël” se précise

La Bourse de New York a fini en hausse mercredi au terme d'une séance raccourcie à la veille de Noël, les indices enregistrant des gains pour la cinquième séance consécutive. L'indice Dow Jones a gagné 0,60%, ou 288,75 points, à 48.731,16 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 22,26 points, soit 0,32% à 6.932,05 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 51,46 points, soit 0,22% à 23.613,307 points. La récente hausse des actions américaines suscite l'espoir d'un

"rallye de Noël", un phénomène saisonnier lors duquel l'indice S&P 500 enregistre des gains lors des cinq dernières séances de l'année et des deux premières de janvier. Le regain d'enthousiasme pour les valeurs liées à l'intelligence artificielle (IA) a notamment alimenté cette hausse, malgré les récentes craintes sur le secteur. Les dernières statistiques semblent confirmer la résilience de l'économie américaine et le marché s'attend toujours à une baisse de 50 points de base des taux de la Réserve fédérale (Fed) l'an pro-

chain, selon l'outil FedWatch du CME Group. Le département du Travail a annoncé mercredi que les inscriptions au chômage avaient baissé de manière inattendue lors de la semaine au 20 décembre, à 214.000 contre 224.000 la semaine précédente. Les économistes anticipaient en moyenne 224.000 inscriptions au chômage. Les volumes d'échanges ont été faibles, les marchés boursiers américains ayant clos à 18h00 GMT. Ils resteront fermés jeudi pour Noël. "Les rendements sont stables, les volumes sont faibles, mais

les mêmes problèmes persistent: l'IA est forte, on parle de certains aspects positifs, des nouveaux modèles OpenAI et Meta, qui vont faire parler d'eux", a déclaré Tim Ghriskey, stratège chez Ingalls & Snyder, à New York. "La Fed ne devrait pas baisser à nouveau ses taux, du moins pendant un certain temps. Qui sait ce qui se passera en mai, lorsque nous aurons un nouveau président à la tête de la Fed, mais la probabilité d'une baisse en janvier est très faible." Aux valeurs, Nike a avancé

après que le directeur général d'Apple, Tim Cook, a acheté pour près de 3 millions de dollars d'actions de l'équipementier sportif. Intel a reculé après que des sources au fait du sujet ont déclaré à Reuters que Nvidia avait arrêté de tester la possibilité de fabriquer ses puces en utilisant le processus de production d'Intel connu sous le nom de 18A. Dynavax Technologies a bondi après que Sanofi a annoncé son intention de racheter la société américaine de vaccins pour environ 2,2 milliards de dollars.

JAPON

Le gouvernement présente un nouveau budget record pour 2026

Le gouvernement japonais a présenté un budget record de 665 milliards d'euros pour 2026 afin de financer sa défense face à la Chine, mais aussi l'inflation. Les marchés s'inquiètent cependant d'un alourdissement de la dette publique, qui devrait déjà dépasser 232% du PIB selon le FMI.



Il était déjà "record" en 2025 ; le voici à nouveau augmenté : le gouvernement japonais a présenté vendredi un budget XXL pour son prochain exercice fiscal, destiné à financer aussi bien l'augmentation des dépenses de défense que la hausse des coûts de sécurité sociale, alors que l'inflation tenace continue de peser sur la consommation. Ce budget de 122.300 milliards de yens (soit environ 665 milliards d'euros) pour l'exercice qui débutera le 1er avril 2026, prévoit quelque 9.000 milliards de yens pour la défense, la Première ministre Sanae Takaiuchi souhaitant accélérer la mo-

dernisation militaire du pays face à la détérioration des relations avec la Chine. Le ministère de la Défense a estimé dans un document de présentation que le Japon fait en ce moment "face à l'environnement sécuritaire le plus grave et complexe depuis la fin de la guerre", soulignant la nécessité de "renforcer fondamentalement" ses capacités de défense. Le budget inclut 100 milliards de yens pour le système côtier dit "SHIELD", conçu pour mobiliser des drones face à une éventuelle invasion de troupes étrangères. Le Japon espère achever ce programme d'ici mars 2028, sans précision

pour l'instant sur la portion du littoral concernée.

Une dette publique qui devrait dépasser les 232% du PIB

Ce budget record de 122.000 milliards de yens dépasse les 115.000 milliards demandés pour l'exercice en cours. Les marchés s'inquiètent cependant des dépenses massives du gouvernement Takaichi, susceptibles d'alourdir une dette publique japonaise qui devrait déjà dépasser 232% du PIB en 2025 selon le Fonds monétaire international (FMI). Début décembre, le Parlement a approuvé un important budget supplémentaire pour financer un plan de relance de plus de 100 milliards d'euros, ce qui a fait chuter le yen et bondir le rendement des obligations d'État japonaises. La cheffe du gouvernement, Sanae Takaiuchi, défend ces dépenses publiques importantes pour stimuler la croissance économique. "Ce dont le Japon a besoin aujourd'hui, ce n'est pas d'affaiblir notre force nationale par des politiques d'austérité excessives, mais de la renforcer par des politiques budgétaires proactives", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse la semaine dernière.

EUROPE 2026, PRÉVISIONS SALARIALES Pays aux plus fortes hausses

En Europe, la croissance des salaires réels devrait être légèrement plus élevée en 2026 qu'en 2025. Quelles régions tireront leur épingle du jeu ? Les salaires réels dans la zone euro ont en grande partie effacé la forte baisse subie durant la période de forte inflation de 2022, selon la Banque centrale européenne (BCE). Les salaires nominaux progressent plus vite que les prix, ce qui améliore le pouvoir d'achat des Européens. En conséquence, début 2025, les salaires réels dans la zone euro se rapprochent des niveaux observés avant la poussée d'inflation de fin 2021. Les organisations internationales comme l'OCDE n'ont pas encore publié leurs rapports comparatifs sur les salaires pour 2025, attendus

début 2026. Les enquêtes donnent néanmoins une indication des tendances salariales. Selon le rapport « Salary Trends 2025-2026 » d'Employment Conditions Abroad (ECA), les salaires réels ont augmenté en 2025 dans presque tous les pays européens sondés, une tendance appelée à se poursuivre en 2026. D'ici fin 2025, note le rapport, les salaires réels augmenteront dans 23 des 25 pays européens étudiés, tandis que la Roumanie (-0,9 %) et l'Ukraine (-3,2 %) enregistreront des baisses. Pour les autres, la hausse ira de 0,2 % en Autriche à 5,1 % en Turquie. En Turquie, une hausse nominale des salaires de 40 % conjuguée à la projection d'inflation du FMI de 34,9 % se traduit par une

progression réelle de 5,1 %. La Turquie affiche ainsi la plus forte croissance des salaires réels, suivie par la Bulgarie et la Hongrie. Parmi les « Big Four » européens, la France arrive en tête, devant l'Allemagne, l'Italie, puis le Royaume-Uni.

Le pouvoir d'achat des Turcs érodé par l'inflation

On s'attend aussi à ce que la Turquie enregistre en 2026 la plus forte croissance des salaires réels, à 8,1 %, dépassant le niveau observé en 2025. « La Turquie se distingue des autres pays d'Europe, car les hausses de salaires et les niveaux d'inflation y sont bien plus élevés », a déclaré à Euronews Business Steven Kilfedder, res-

ponsable de l'analyse produit chez ECA. « Mais les Turcs restent très loin du pouvoir d'achat qu'ils avaient auparavant. » Kilfedder a souligné que les travailleurs en Turquie ont connu des années de recul des salaires réels, l'inflation ayant grimpé plus vite que les salaires. La baisse des salaires réels a été marquée en 2022 et encore significative en 2024. ECA prévoit une croissance médiane des salaires réels de 1,4 % dans 25 pays en 2025 et de 1,7 % en 2026. La Roumanie (-0,7 %) devrait connaître un nouveau recul, tandis que tous les autres pays afficheront une croissance positive. La Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Bulgarie figureront parmi les pays à plus forte croissance.

L'ESPAGNE EN EST À SA TROISIÈME ANNÉE DE CROISSANCE

Le chômage reste autour de 10 %

Portée par l'immigration, le tourisme et les fonds européens, l'économie espagnole affiche une croissance nettement supérieure à celle de ses voisins. Mais derrière ces performances, des fragilités structurelles persistent, explique l'économiste Juan Carlos Martinez Lazaro. Selon lui, à court terme, la croissance espagnole devrait se poursuivre. Mais les faiblesses structurelles qui pèsent de longue date sur l'économie du pays, en particulier le chômage et la crise du logement, contribuent à une croissance inégalement ressentie dans la population. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. La croissance actuelle repose sur une conjonction de facteurs qui se renforcent mutuellement. Le premier tient à l'arrivée d'immigrés ces dernières années, qui a entraîné une hausse significative de la population : près de 1,5 million de personnes en plus depuis 2023, pour un pays d'environ 49 millions d'habitants. Cet afflux élargit à la fois le marché du travail et la consommation. Le deuxième facteur, étroitement lié au précédent, est la progression de l'emploi. L'Espagne a dépassé les 22 millions de personnes en activité. Le taux de chômage demeure élevé, autour de 10 %, mais l'emploi continue d'augmenter. Troisièmement, le tourisme. Depuis 2023, les records historiques se succèdent. Le nombre de visiteurs devrait frôler les 100 millions cette année et, surtout, les recettes touristiques progressent d'environ 7 %, ce qui représente des montants considérables. En 2024, plus de 126 milliards d'euros sont ainsi entrés dans l'économie. Enfin, il faut mentionner le déploiement des fonds européens de relance mis en place après la pandémie (programme Next Generation EU, en tout 56,7 milliards d'euros, selon les chiffres du gouvernement publiés en octobre), que l'Espagne a su mobiliser efficacement.

EN CHINE

Le réseau de train à grande vitesse dépasse désormais les 50.000 Km

Le vaste réseau chinois de trains à grande vitesse a franchi le cap des 50.000 kilomètres de lignes en exploitation avec l'ouverture d'un nouvel axe ferroviaire ce vendredi 26 décembre, selon un média d'État. La nouvelle ligne relie Xi'an, célèbre

pour son armée de soldats enterrés en terre cuite, à Yan'an, a indiqué la télévision publique CCTV. Les deux villes se trouvent dans la province du Shaanxi (nord du pays). Elle est conçue pour des trains pouvant circuler à une vitesse maximale de 350

km/h et le trajet de 299 kilomètres peut s'effectuer en 68 minutes, selon CCTV. Le réseau ferroviaire chinois a été étendu d'environ un tiers (+32 %) depuis 2020, a également indiqué vendredi dans un communiqué l'entre-

prise publique China Railway. La Chine finance aussi des projets ferroviaires à l'étranger, dans le cadre de son initiative des «Nouvelles routes de la soie», qui soutient des projets d'infrastructures à l'échelle mondiale.

APPLE

pourquoi Tim Cook vient de dépenser 3 millions d'euros en action chez Nike

Le patron d'Apple vient de s'offrir un cadeau de fin d'année un peu particulier en injectant près de trois millions de dollars dans l'équipementier sportif. Un pari audacieux alors que la célèbre virgule traverse une zone de turbulences digne d'un film catastrophe.

C'est ce qu'on appelle avoir le sens du timing. Alors que le monde de la tech avait les yeux rivés sur les ventes de fin d'année, Tim Cook a profité de la trêve des confiseurs pour signer un chèque personnel de près de 3 millions de dollars le 22 décembre 2025. Son objet de convoitise n'est pas une obscure pépite de la Silicon Valley, mais bien 50 000 actions de l'équipementier Nike. Ce geste est loin d'être anodin pour celui qui siège au conseil d'administration du géant du sport depuis 2005 et qui en connaît les moindres rouages.

Quand la tech vole au secours de la basket

Il ne faut pas oublier que les destins de ces deux mastodontes américains sont liés depuis longtemps. Le lancement de l'Apple Watch, premier grand chantier matériel de l'ère Cook, avait scellé cette amitié avec une édition spéciale Nike+ qui trône encore fièrement dans les Apple Store. Cette complicité dépasse le simple co-branding. En doublant quasiment sa participation pour atteindre 105 000 actions, le patron d'Apple envoie un message d'amour chiffré aux

marchés financiers.

Cette marque de confiance intervient à un moment critique où l'action Nike faisait grise mine après des résultats trimestriels en demi-teinte. Les investisseurs ont d'ailleurs reçu le message cinq sur cinq puisque le titre a repris des couleurs, grimpant de près de 5% juste après cette annonce. C'est un sacré coup de pouce pour Elliott Hill, le PDG de Nike sorti de sa retraite pour redresser la barre, et qui voit en Cook un allié de poids pour valider sa stratégie de reconquête.

Un parcours d'obstacles entre Pékin et Washington

Mais l'amitié ne fait pas tout et Tim Cook reste un gestionnaire froid et calculateur. S'il investit maintenant, c'est qu'il croit dur comme fer que la marque peut surmonter ses démons actuels. La pente est pourtant raide. Nike patine sérieusement en Chine où les ventes ont reculé de 17% au dernier trimestre, bousculées par des concurrents locaux plus agiles et moins chers. L'équipementier doit aussi jongler avec des droits de douane qui viennent grignoter



ses marges, un problème que le patron d'Apple connaît bien pour le gérer lui-même au quotidien.

En remettant au pot maintenant, Tim Cook signale que la baisse actuelle du cours est une anomalie passagère et non le début de la fin. Il parie sur le plan de restructuration qui vise à redonner ses

lettres de noblesse au sport pur et dur, quitte à sacrifier un peu le côté mode de vie urbain qui a dilué l'image de la marque. C'est un pari risqué, certes, mais venant de l'homme qui a fait d'Apple la société la plus valorisée au monde, le conseil vaut sans doute bien quelques millions.

EUROSTAR

Son chatbot IA déraile et la firme accuse les chercheurs

Le chatbot de la compagnie ferroviaire a laissé ses portes numériques grandes ouvertes aux pirates en herbe. Plutôt que de saluer la vigilance des experts qui ont signalé la bévée, Eurostar a préféré jouer la carte de l'indignation en les accusant de chantage.

L'histoire aurait pu se limiter à une banale anecdote technique sur les balbutiements de l'intelligence artificielle dans le transport ferroviaire. C'était sans compter sur la réaction épidermique des responsables de la sécurité chez Eurostar. Des chercheurs du cabinet Pen Test Partners ont mis le doigt sur des failles béantes dans l'agent conversationnel de la compagnie, permettant de manipuler le robot pour lui faire dire n'importe quoi ou presque. La réponse du transporteur face à cette main tendue ? Une accusation de chantage digne d'un mauvais polar, transformant un audit de sécurité standard en un véritable fiasco de communication.

Pourquoi l'agent conversationnel d'Eurostar a déraillé

Le problème technique prête presque à sourire tant il semble élémentaire pour une entreprise de cette en-



vergure. L'architecture de l'IA souffrait d'une naïveté confondante dans sa gestion des conversations. Le système validait docilement le dernier message envoyé par l'utilisateur pour vérifier s'il respectait les règles de bienséance, mais il accordait une confiance aveugle à tout l'historique précédent. C'est un peu comme si un contrôleur vérifiait votre billet sur le quai, vous laissait monter, et ne remarquait pas que vous changiez ensuite votre ticket pour un passe gratuit une fois assis dans le wagon. Les auditeurs ont exploité cette crédulité numérique avec une facilité déconcertante. Il leur a suffi d'envoyer une requête inoffensive pour obtenir le feu vert du système, puis de modifier les messages antérieurs directement dans leur navigateur. Une fois la porte entrouverte, le robot est devenu

particulièrement bavard. En lui demandant poliment de remplir un itinéraire factice, les chercheurs ont forcé l'IA à révéler son moteur interne, basé sur des modèles d'OpenAI, et même ses instructions de système confidentielles. Plus inquiétant encore, cette faille permettait d'injecter du code malveillant capable de piéger d'autres utilisateurs via des liens frauduleux. Une vraie passoire qui, si elle avait été connectée aux données bancaires, aurait pu coûter très cher aux voyageurs.

Silence radio et accusation absurde sur LinkedIn

La gestion humaine de l'incident s'avère encore plus chaotique que le code informatique. Les chercheurs ont suivi à la lettre le protocole de divulgation responsable en alertant Eurostar dès le mois de juin via le canal offi-

ciel. Le résultat fut un silence assourdissant. Semaines après semaines, aucune réponse ne venait rassurer les experts sur la prise en compte de leur découverte.

Face à ce mutisme, l'équipe de Pen Test Partners a fini par contacter le responsable de la sécurité directement sur le réseau social professionnel LinkedIn pour s'assurer que le message était bien passé. La raison de ce silence était tristement banale : Eurostar avait changé de prestataire pour la gestion des failles et le rapport initial s'était perdu dans les limbes de cette migration informatique. C'est là que la situation devient ubuesque. Au lieu de présenter des excuses pour ce raté administratif, le responsable sécurité a répliqué que cette insistance sur LinkedIn pourrait être considérée comme du « chantage ». Une accusation lourde et infondée pour des professionnels qui tentaient simplement de fermer une brèche de sécurité avant qu'elle ne soit exploitée par de véritables cybercriminels. Cette affaire rappelle cruellement que si l'intelligence artificielle progresse à grande vitesse, la culture de la cybersécurité reste parfois bloquée en gare.

Apple changerait son calendrier de lancement pour l'iPhone 18

Production anticipée, lancements étalés sur l'année et élargissement de la gamme : derrière les premières rumeurs autour de l'iPhone 18, Apple semble préparer une réorganisation de sa stratégie produit et de sa chaîne d'approvisionnement.

Quelques mois à peine après le lancement de l'iPhone 17 qui a connu un succès important, et pour répondre à la demande croissante tout en diversifiant sa gamme, Apple réorienterait sa stratégie de lancement et de supply chain. Ainsi, l'entreprise serait déjà en train de tester la production de son futur modèle, l'iPhone 18. Plusieurs sources, dont le célèbre analyste Ming-Chi Kuo, confirment cette préparation : « Apple devrait lancer la production test de la série iPhone 18 en janvier, soit plus tôt que les années précédentes. » Même écho pour 9-5Mac, qui évoque le mois prochain pour les premiers tests sur les lignes de production. Le site souligne par ailleurs que la société étalerait le lancement de ses smartphones en deux périodes sur l'année. Les modèles Pro seraient dévoilés à l'automne, tandis que ceux d'entrée de gamme et la série « e » seraient présentés au printemps. Ce calendrier donnerait à Apple la capacité de vérifier ses processus de fabrication et sécuriser un déploiement international tout en optimisant l'approvisionnement en composants, la production et la logistique.

Pour soutenir cette diversification, Apple accélère la transition de sa production vers l'Inde. Son partenaire Foxconn investit massivement : 30 000 recrutements en neuf mois pour son usine de Devanahalli, capable d'accueillir jusqu'à douze lignes d'assemblage sur 23 000 m². Cette usine, qui avait déjà testé la production de l'iPhone 16, fabrique désormais les modèles iPhone 17 Pro Max. Concernant les rumeurs sur les spécifications techniques, les prochains iPhone ne devraient pas subir une révolution dans leur design. Certains parlaient sur la présence d'une caméra frontale sous l'écran, mais il semble que le projet soit abandonné. Apple s'est peut-être plus focalisé sur le très attendu iPhone pliable dont le lancement a été décalé en 2027.

Ceci ridiculise un Classe G, et c'est aussi une Mercedes ! Mais il vous faudra un permis spécial...

Mercedes célèbre les 80 ans de sa division Special Trucks avec un Unimog d'exception, reprenant le plus gros moteur de la gamme. Alliant robustesse extrême et luxe inédit, ce mastodonte de 300 ch surpasse les vans classiques grâce à ses capacités de franchissement hors normes. Vêtu de cuir à bord, cet engin sur mesure viserait évidemment une clientèle fortunée aux besoins spécifiques. Toutefois, son prix probablement stratosphérique s'il était produit en série et son poids supérieur à 5 tonnes imposent un permis spécial.



« Qui n'a jamais rêvé de découvrir le monde en s'affranchissant des liens de la civilisation ? ». Mercedes pose la question en parlant de son fameux Unimog dans sa dernière version U4023. Un nom bien barbare pour un véhicule qui l'est tout autant. Très cher, très robuste et capable d'aller s'aventurer partout, l'Unimog peut ridiculiser à peu près tous les vans aménagés et autres véhicules

baroudeurs tant adorés par la tranche des 25/40 ans qui s'est découvert un amour invétéré depuis déjà quelques années pour ces engins parfois transformés à la maison, parfois achetés déjà modifiés. Mais chez Mercedes, l'Unimog est une vieille institution au même titre qu'un Classe G. Toutes les déclinaisons (plateau, pick-up, grande cabine) offrent des possibilités infinies

mais rarement Mercedes était allé aussi loin dans un projet d'Unimog. Mercedes affirme ne voir aucune limite quand « la capacité de franchissement de l'Unimog s'allie au confort d'un camping-car ». Et c'est ce que propose cette étonnante transformation dont le prix n'a pas été communiqué, mais que l'on imagine bien stratosphérique.

Mercedes Unimog surpuissant et tout équipé

L'Unimog conserve ici ses fonctions de base : un châssis porté sur une structure robuste avec essieux portiques (l'axe des différentiels est surélevé par rapport aux axes des roues). Tous les différentiels peuvent évidemment être bloqués individuellement pour passer à peu près partout. Car l'Unimog est capable de franchir des gués de 1,2 mètre de hauteur. Rares sont les véhicules à pouvoir prétendre pareille capacité. Les modifications ont été lourdes sur cet Unimog à benne. Le quatre cylindres diesel a été remplacé par un six cylindres en ligne, toujours diesel, mais de 7.7 litres de cylindrée pour un total de 300 ch et surtout 1100 Nm de couple disponible sur une plage relativement confortable. Des caractéristiques qui donneraient le

tournis à son petit cousin très éloigné, le Classe G. Esthétiquement, Mercedes a fait sobre pour l'extérieur avec une peinture gris mat qui n'est tout de même pas de ce qu'il y a de plus recommandé pour un usage tout-terrain ! Les jantes beadlock et les feux LED complètent le tableau. A bord, l'ambiance pour les 4 occupants est bien plus luxueuse que dans un Unimog classique qui se rapproche du véhicule militaire, très spartiate. « Des surfaces en cuir haut de gamme, des sièges ergonomiques avec des coutures colorées, des tapis de sol en cuir et un éclairage LED » permettront au conducteur et aux passagers de se sentir un peu plus à la maison.

Permis spécial obligatoire

Une grosse création à l'occasion des 80 ans de Mercedes Special Trucks en partenariat avec Hellgeth Engineering, qui montre ce qu'il est possible de faire sur cette base intemporelle d'Unimog. Il resterait à connaître le prix, certainement inavouable (probablement bien au-delà de. Mais n'oubliez pas non plus que même avec les poches bien remplies, il vous faudra un permis spécial pour conduire cet engin qui dépasse les 5 tonnes...

Les Chinois se sont-ils trompés en misant sur une alternative à la voiture électrique en Europe ?

Conscients que la seule voiture électrique ne pourrait pas leur permettre de constituer un échappatoire parfaitement opérationnel au marché chinois, les constructeurs de l'Empire du Milieu multiplient les véhicules hybrides rechargeables et autre électriques à prolongateur d'autonomie. Problème : ce marché reste minoritaire en Europe et malgré une progression en 2025, il n'y aura pas de part de gâteau pour tout le monde. D'autant plus que les Allemands restent maîtres en la matière. L'industrie automobile européenne traverse une période plutôt délicate, marquée par une volatilité qui met à rude épreuve les stratégies des constructeurs historiques. Le dernier bilan publié par l'Association des constructeurs européens d'automobile, portant sur les immatriculations du mois de novembre 2025 et les onze premiers mois de l'année, montre quelques tendances intéressantes. Sur l'ensemble de l'année, le marché européen parvient à maintenir une trajectoire positive avec une progression timide de 1,4 %, totalisant près de 9,86 millions d'unités. Si le mois de novembre seul affiche une santé plus vigoureuse avec une hausse de 2,1 %, il faut à nouveau rappeler que nous sommes loin des "standards" de l'ère pré-Covid.

Les Chinois se jettent dans l'hybride rechargeable

Au cœur de cette bataille statistique, les motorisations électrifiées confirment leur emprise sur le vieux continent, mais c'est le segment des hybrides rechargeables, souvent désigné par l'acronyme PHEV, qui cristallise aujourd'hui toutes les attentions. Ce segment vit une situation paradoxale. D'un côté, il enregistre une accélération spectaculaire de ses ventes, avec un bond massif de 38,4 % pour le seul mois de novembre. Cette dynamique est largement alimentée par une offensive commerciale sans précédent venant d'Asie. Les constructeurs chinois, menés par des géants comme BYD dont les immatriculations ont bondi de plus de 220 % ce mois-ci, inondent le marché européen de nouveaux modèles hybrides rechargeables. Pour les Chinois, l'hybridation rechargeable représente une nouvelle source de croissance : elle permet de séduire une clientèle encore réticente au tout-électrique tout en s'adaptant avec souplesse aux évolutions des taxes et des droits de douane imposés par l'Union européenne qui ne vise que les électriques de l'Empire du Milieu. Et pas les hybrides.

L'hybride rechargeable se vend encore peu

Pourtant, malgré cette multiplication frénétique de l'offre et l'arrivée quasi hebdomadaire de nouveaux modèles en provenance des contrées chinoises, l'hybride rechargeable peine encore à s'imposer durablement. Avec une part de marché qui s'est établie à 9,3 % depuis le début de l'année 2025, les PHEV montent en puissance... mais restent à peine plus vendues que des véhicules diesel. A choisir une motorisation électrifiée, les Européens hésitent plutôt entre deux options : tout électrique quand ils le peuvent (infrastructure et prix d'achat) ou hybride non rechargeable. Les PHEV continuent de séduire certaines flottes. S'agissant des véhicules électriques, bien qu'en proie à des débats politiques intenses qui ont mené à une légère concession de Bruxelles sur 2035, ils conservent une avance notable sur le PHEV avec près de 17 % du gâteau européen. C'est une réelle progression par rapport à l'an dernier mais on est toujours loin des niveaux nécessaires pour être sur la trajectoire d'un mix de vente à plus de 60 % en 2030...

Mots fléchés

FRANCE- ANGLETERRE VAUT 2 POINTS DE PLUS		FAUTE AU RUGBY CHAMPION		HOMME DE MAIN		ILE GLACÉE		ENCHANTÉS BON À MANGER		VOLAILLES EMBLÈME DU XV IRLANDAIS		RAUQUE CON- JONCTION	
ABIMA PRONOM PERSONNEL				SALE TYPE		DEMI D'OU- VERTURE MDR EN ANGLAIS							
		USINES À VOILES EXCLA- MATION										SI ELLE EST RÉUSSIE, C'EST 3 POINTS	
EMBLÈME DU XV ÉCOSSAIS TIR EN HAUTEUR								GENRE LITTÉRAIRE AU DOS DU CHÈQUE			ÉTÉ CAPABLE RIVIÈRE D'AUTRICHE		
									ATTACHÉE NUMÉRO 2 AU RUGBY				
VÉLO DE MONTAGNE	JOUEURS ARRIÈRES	CACHÉ ONCLE AMÉRICAIN			VOISIN DE LA TANZANIE	RÉCEPTEUR NUMÉRO 11 OU 14 AU RUGBY							
			ASPIRAI							CAPRICE ENFANTIN OBTENU			PREND LE RISQUE
EMBLÈME DU XV ANGLAIS JOUA EN NOUVELLE- ZÉLANDE					FAIT L'OBJET D'UN CULTE 4 À ROME						SAINT NORMAND 2 PACKS ET 1 DEMI		
				PRONOM PERSONNEL RICHESSE			OBÉISSANT						
RÉCOM- PENSE DE CINÉMA		CAUSE DE PANDÉMIE MIJOTERONS						PLANTÉ DANS LE ROTI		SAISON DES GLACES CHEMIN BALISÉ			
					TABLES D'ÉGLISE		POINT DE VUE BRAME						PERTES DE MÉMOIRE
LEQUEL D'ACCORD				NUMÉRO 15 AU RUGBY NÉGATION								PIQUÉ UN SPRINT	
			TENUE D'ADAM COMPAGNIE PÉTROLIÈRE			APPELÉ À SIÉGER ALLEMAGNE DISPARUE				VIEILLE MONNAIE FIN DE PRIÈRE			
L'HOMME EN NOIR 3 POINTS AU PIED								DIEU SOLAIRE AIDE VIDÉO POUR L'ARBITRE			FLEUVE DE SIBÉRIE		
				ÉDOUARD FAMILIER LETTRE GRECQUE			MOYEN DE PAIEMENT		MÊLÉE SPONTANÉE DÉESSE TERRE				
LA TUNISIE SUR LE WEB VALENT 5 POINTS			GESTE DANGEREUX AU RUGBY								POUFFÉ		
						TEL LE BOU- CLIER DU CHAMPION DE FRANCE							

PÉTROLE

Le Brent à 62,32 dollars

Les cours du pétrole sont restés fermes vendredi, dans un marché sans grand volume, en dépit des risques géopolitiques dans diverses régions du monde. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,13% à 62,32 dollars, alors que celui du West Texas Intermediate (WTI) gagnait 0,15% à 58,44 dollars, en milieu d'échanges.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Samedi 27 décembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz



CHINE

Le plus long tunnel autoroutier au monde est ouvert à la circulation

Le tunnel de Tianshan Shengli, en Chine, long de 22,13 km, le plus long tunnel autoroutier du monde, a été officiellement ouvert à la circulation vendredi. Traversant la partie centrale des monts Tianshan, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), ce tunnel réduit à seulement 20 minutes un trajet montagneux qui prenait auparavant plusieurs heures. En tant qu'artère vitale reliant les agglomérations urbaines du nord et du sud du Xinjiang, l'autoroute G0711 Urumqi-Yuli, incluant ce tunnel, est entrée en service le même jour. Grâce à l'ouverture de l'autoroute, le trajet entre ces deux grandes villes est passé de sept heures à environ trois heures, ce qui favorise l'intégration économique entre le nord et le sud du Xinjiang et crée de nouveaux canaux d'échanges extérieurs. L'autoroute, dont la construction a duré cinq ans, s'étend sur 324,7 km et a nécessité un investissement total de 46,7 milliards de yuans (environ 6,63 milliards de dollars). Long de 22,13 km, avec une profondeur maximale de 1.112,2 mètres, le tunnel traverse 16 zones de failles géologiques et fait face à plusieurs difficultés majeures.

SONATRACH

L'AGO adopte le budget 2026 et le plan de développement 2026-2030

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) de Sonatrach a adopté le budget annuel du groupe pour 2026 et le plan de développement à moyen terme pour 2026-2030, visant à renforcer les activités d'exploration et de production et à développer les industries de transformation, notamment le raffinage et la pétrochimie, afin de couvrir les besoins du marché national et de soutenir les capacités d'exportation, indique jeudi un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. Présidés par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, les travaux de l'Assemblée générale ordinaire du groupe se sont déroulés en présence du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb, du représentant de la Présidence de la République, M. Faouzi Amokrane, du PDG de Sonatrach, M. Nouredine Daoudi, et des membres du Conseil d'administration du groupe. Les travaux ont également porté sur les efforts de Sonatrach en matière de gouvernance, de numérisation et de transition énergétique, avec la réaffirmation de l'engagement du groupe à respecter les normes internationales, notamment en ce qui concerne la réduction de l'empreinte carbone et la baisse des émissions.

COHÉSION SOCIALE ET DÉFIS MODERNES

L'approche proactive adoptée par l'Etat saluée

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) a organisé, jeudi à Alger, une rencontre scientifique consacrée au thème "la cohésion sociale et les guerres de conscience", au cours de laquelle les participants ont souligné l'importance de l'attachement aux valeurs nationales et de la protection de la société afin de faire face aux défis liés à ce type de guerres qui ont évolué avec la rapidité du développement technologique dans le monde. Cette rencontre a été organisée en coordination avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le Haut conseil islamique (HCI) et l'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST), et ce, en présence de représentants de plusieurs départements ministériels, d'institutions et d'organismes nationaux, ainsi que d'universités et de centres de recherche. Présidant l'ouverture de la conférence, le Directeur général (DG) de l'INESG, M. Abdelaziz Medjahed, a indiqué que la rencontre visait à "concrétiser les idées sur le terrain afin de renforcer la cohésion sociale et de faire face à tous les défis liés aux guerres de

conscience". De son côté, le président du CNESE, M. Mohamed Boukhari, a mis en garde contre "les manipulations des algorithmes à travers les réseaux sociaux", qui visent à "démoraliser, créer des crises, déstabiliser et tenter de couper les générations montantes de leur héritage historique". M. Boukhari a également salué l'approche proactive adoptée par l'Etat algérien, fondée sur "l'intégration de la sécurité cognitive, de la résilience sociale et de la vigilance médiatique, dans une vision globale plaçant le citoyen au cœur de l'équation", affirmant, dans le même contexte, que le renforcement de la conscience collective et de la cohésion sociale offrent "une véritable immunité à la société face à ces défis". Après avoir souligné que l'Algérie "dispose de tous les facteurs de puissance et est en mesure de faire face à ces défis avec efficacité et selon une vision nationale globale", il a réaffirmé l'engagement du CNESE à "assumer pleinement son rôle à travers l'accomplissement des missions constitutionnelles qui lui sont confiées, notamment en matière de promotion du dialogue social et d'élaboration

de rapports prospectifs pertinents". Pour sa part, le président du HCI, Mabrouk Zaid El Kheir, a insisté sur la nécessité de "mobiliser l'ensemble des énergies afin de consolider afin de resserrer les rangs et de définir les priorités pour la défense des constantes nationales et de la sécurité du pays". Le président de l'AAST, Mohamed Hichem Kara a, quant à lui, mis en avant "les dangers des guerres dormantes visant la conscience des peuple et la désintégration des pays", affirmant que l'Algérie "est en mesure de faire face à ces défis en poursuivant la sensibilisation et en mobilisant toutes les énergies". Lors de cette rencontre, plusieurs spécialistes et chercheurs ont abordé des thématiques liées notamment aux risques des technologies modernes sur la conscience de l'individu, aux tentatives de semer la discorde, aux guerres sectaires, ainsi qu'à la déformation de l'image des institutions et des symboles de la nation, appelant à renforcer l'immunité sociale et la citoyenneté dans tous les espaces, y compris les cyberspaces, afin de se prémunir contre les algorithmes de déstabilisation et de destruction".

FORMATION PROFESSIONNELLE

Accompagner les mutations économiques pour faire du secteur un choix attractif pour les jeunes

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a indiqué, jeudi à Aïn Defla, que son secteur œuvre à l'accompagnement des mutations économiques et des exigences du marché du travail afin de faire de la formation professionnelle une option attractive pour les jeunes. Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya, la ministre a souligné que son département œuvre à "accompagner les mutations économiques et les exigences du marché du travail", dans l'objectif

d'en faire "un choix attractif" pour les jeunes désireux d'acquérir des compétences professionnelles leur garantissant une insertion rapide dans le monde du travail. Elle a ajouté que le rythme de croissance accéléré et la transformation numérique "imposent de suivre ces nouvelles caractéristiques", à travers l'adaptation des offres de formation et la facilitation de l'accès précoce des jeunes au monde du travail, via l'acquisition de compétences numériques et professionnelles en adéquation avec les exigences des métiers

modernes. A l'issue de sa visite de sites industriels et agricoles à Aïn Defla, la ministre a souligné que le caractère économique de la wilaya "ne se limite plus au seul secteur agricole, s'étendant désormais aux domaines industriel et des services", ce qui "requiert l'élaboration de plans de formation ciblés, adaptés aux besoins actuels et futurs, notamment en matière d'accompagnement des investisseurs et de disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée". Après avoir assisté à une présentation de prototypes de micro-entre-

prises créées par des diplômés du secteur et d'un centre d'entrepreneuriat, la ministre a insisté sur l'importance d'encourager l'esprit d'initiative et de l'entrepreneuriat chez les jeunes stagiaires. A la fin de sa visite, Mme Arhab a supervisé la signature d'une convention entre la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels et la Direction de l'administration locale de la wilaya, portant sur la formation des agents de maintenance des communes au niveau des établissements de formation qualifiés.

INDUSTRIE

La relance des unités industrielles récupérées est un "projet économique global"

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, jeudi au cours d'une visite de travail et d'inspection à Guelma, que la relance des unités industrielles récupérées dans le cadre de la lutte contre la corruption "n'est pas simplement la relance d'une activité à l'arrêt, mais un projet économique global". Le ministre, intervenant dans la commune d'El Fedjoudj, dans les locaux de la filiale Céréales et Conserveries de l'Est qui appartenait, auparavant, au groupe "Amor Benamor" avant d'être rattachée au Groupe public agro-industries AGRO-DIV, a rappelé la "forte volonté de l'Etat de transformer les actifs industriels récupérés en véritable levier de production fondé sur une bonne gouvernance".

Il a ajouté que la visite, dans la wilaya de Guelma, de six unités industrielles récupérées dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption, "procède de l'approche de terrain adoptée par le ministère, en exécution des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer l'industrie nationale sur des bases économiques solides et à renforcer son rôle dans la création de la richesse et d'emplois, ainsi que dans la réalisation de la sécurité industrielle et alimentaire". M. Bachir a rappelé, à cette occasion, que "la mission de relance de ces unités récupérées, dans la wilaya de Guelma, spécialisées dans les industries agroalimentaires de transformation, a été confiée au groupe public AGRODIV en

vue de la garantie d'un approvisionnement régulier en matières premières, le respect des normes de qualité et de sécurité alimentaire, et l'assurance d'une interconnexion de ces unités avec les réseaux de distribution et les marchés nationaux". Après avoir écouté un exposé détaillé sur le secteur industriel dans cette wilaya, qui compte 89 unités de production industrielle, dont 10 relevant du secteur public, le ministre de l'Industrie a considéré que "certaines unités industrielles de nature stratégique, comme l'unité CYCMA de production de cycles et de motocycles, font l'objet d'une attention particulière car elles représentent un modèle pour le développement d'une industrie mécanique nationale compétitive".